



RE2-06-012

**Série des Etudes
Economiques et Sectorielles**

**RESTAURATION
DE LA COMPÉTITIVITÉ
DU SECTEUR DU CAFÉ EN HAÏTI**

**Diego Arias
Emily Brearley
Gilles Damais**



Avril 2006

RÉGION II

Banque Interaméricaine de Développement

Diffusion Restreinte

[Version Original en Anglais]

Ce document en discussion n'est pas une publication officielle de la Banque Interaméricaine de Développement. L'objectif de l'Étude de l'Économie et des Secteurs est de fournir un mécanisme pour la diffusion de travaux sélectionnés d'analyse entrepris par le département en appui à son programme opérationnel à l'échelle d'un pays ou d'une sous-région. Les opinions et jugements exprimés dans ces études ne reflètent pas nécessairement les vues de la Direction de la Banque ou des pays membres.

PREFACE

Le café a traditionnellement joué un rôle particulier en milieu rural haïtien, à la fois sur le plan économique, social et environnemental. Cependant, la compétitivité du secteur caféier en Haïti est en baisse depuis plusieurs années en raison d'une combinaison de facteurs externes et internes. Cette étude analyse la situation actuelle, les opportunités et les défis que présente l'amélioration durable de la compétitivité du secteur caféier en Haïti. Elle présente un cadre pour les politiques publiques qui pourraient guider les actions d'appui et les interventions publiques. L'étude arrive à la conclusion qu'il convient d'appuyer la filière afin de tirer avantage des bénéfices potentiels qu'offrent les nouvelles opportunités de marchés, de protéger les services environnementaux dans les bassins-versants et que cette filière constitue un exemple pour d'autres activités agricoles et rurales en Haïti.

Les auteurs de cette étude sont Diego Arias, Economiste en Ressources Naturelles de la Division des Ressources Naturelles et de l'Environnement de la Région II de la Banque Interaméricaine de Développement (diegoari@iadb.org); Emily Brearly (emily.brearley@yahoo.com) et Gilles Damais (gdamais@transnethaiti.com), consultants pour la Banque Interaméricaine de Développement. Nous avons reçu des apports importants de Robert Kaplan (CHF/RE2/EN2), John Horton (RE2/EN2), Marion Le Pommellec (COF/CHA), et Ekaterina Krivonos (RE2/OD3).

Silvia Echeverría (RE2/EN2) et Alex Bellande (consultant) a fourni une assistance précieuse dans la préparation du document et sa présentation.

Máximo Jeria

Gérant

Département des Opérations Régionales II

Belize, Costa Rica, République Dominicaine, El Salvador, Guatemala, Haïti, Honduras,
Mexique, Nicaragua et Panama

Washington, DC, Avril 2006

TABLE DES MATIERES

RESUME EXECUTIF

I.	INTRODUCTION	1
A.	Contexte du pays.....	1
B.	Contexte environnemental.....	3
C.	Place de l'agriculture	5
D.	Champs couverts par l'étude.....	6
II.	LE SECTEUR CAFÉIER EN HAÏTI	8
A.	Situation actuelle du secteur caféier en Haïti.....	8
B.	Les tendances du marché international du café et leur impact sur Haïti ..	15
C.	Analyse approfondie de la filière.....	17
D.	Contraintes à l'augmentation de la valeur ajoutée dans la filière café	23
1.	Plantation	24
2.	Récolte	25
3.	Transformation (voie sèche/voie humide)	26
4.	Commercialisation	26
E.	Le Potentiel pour la Production Haïtienne de Café	26
III.	RECOMMANDATIONS CONCERNANT LES POLITIQUES PUBLIQUES ET PISTES D'INTERVENTION.....	29
A.	Le cadre de base des politiques publiques en Haïti	29
B.	Pistes détaillées d'intervention	29
1.	Institutionnelles.....	29
2.	Production primaire	31
3.	Transformation.....	31
4.	Commercialisation	32
C.	Conclusion	35
IV.	RÉFÉRENCES	37

ANNEXES

1.	Résumé de la stratégie de la BID pour l'Agriculture Haïtienne	38
2.	Résumé du projet de la BID pour appuyer "La Position Compétitive du Café Haïtien"	40
3.	Liste des projets actuels de la BID (et autres donateurs) en voie d'exécution et préparation venant en appui au secteur caféier en Haïti	41

TABLEAUX

1.	Structure de l'Économie Haïtienne	2
2.	Structure des Échanges d'Haïti	2

3.	Coup d’oeil: La Production Agricole en Haïti	5
4.	Aperçu de la Production de Café en Haïti	10
5.	Principales Aires de Culture du Café en Haïti	15
6.	Distribution des Terres Plantées en Café et Familles Impliquées dans la Production de Café	18
7.	Coup d’oeil: Réseaux Cafeiers Alternatifs	21
8.	Circuits commerciaux et prix au producteur en Haïti.....	22
9.	Contraintes a l’augmentation de la valeur ajoutée. Resume des principaux problemes	24
10.	Cadre de Politique Publique pour le Secteur Cafeier en Haïti	34

GRAPHES

1	Haiti: Production Cafetière (1961-2004).....	8
2	Haiti: Surfaces en Café.....	9
3	Haiti: Volume Total de Café Exporté	11
4	Prix Réel du Café sur le marché mondial (en dollars de 1976).....	16
5	Total de la Production Mondiale de Café.....	16

FIGURES

1	La Filières Café en Haïti	19
2	Structure de la Filière d’Exportation Traditionnelle Haitienne (2004)	20

ENCADRE

1	Le Code du Café.....	12
2	INCAH	22
3	Café de Qualité Supérieure.....	27
4	Programmes Pilote : Les Arguments en Faveur de la Qualité.....	28

ABREVIATIONS

BRH	Banque de la République d'Haïti
CCI	Cadre de Coopération Intérimaire
CIMS	Centro de Inteligencia Sobre Mercados Sostenibles
FACN	Fédération des Associations Caféières Natives
INCAE	Instituto Centroamericano de Administración de Empresas
INCAH	Institut National du Café d'Haïti
MARNDR	Ministère de l'Agriculture
MTPTC	Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications
NCA	National Coffee Association of America
OIC	Organisation Internationale du Café
OPRODEX	Office de Promotion des Denrées Exportables
PIB	Produit Intérieur Brut
PNAE	Plan National d'Action Environnementale
PURE	Programme d'Urgence de Reconstruction Économique
RECOCARNO	Réseau des Coopératives Caféières du Nord et du Nord Ouest

RESUME EXECUTIF

Haïti est un pays principalement rural, avec plus de 60 pour cent de la population vivant en milieu rural. L'agriculture représentait seulement 26,9 pour cent du PIB en 2004 et employait 66 pour cent de la force de travail. La plupart des pauvres vivent en milieu rural. De plus, la topographie montagneuse d'Haïti et le mouvement des petits propriétaires vers les sols d'altitude de plus en plus fragiles ont entraîné des phénomènes de déforestation, d'érosion accélérée, de réduction de la fertilité et de la capacité de rétention en eau des sols ainsi que l'envasement généralisé des cours d'eau. En retour, ceci diminue la capacité de charge de la terre et contribue à une spirale descendante de l'économie et de l'environnement. Ces pratiques d'occupation des sols ont aussi contribué à des inondations et glissements de terrain catastrophiques.

Le café a traditionnellement joué un rôle particulier en milieu rural haïtien en termes économiques, sociaux et environnementaux. Traditionnellement la seule denrée d'exportation cultivée couramment et d'une manière significative dans les zones de montagne, le café a constitué pour les petits exploitants la seule voie d'accès au crédit et représenté une source classique de numéraire pour le financement des dépenses saisonnières, particulièrement en ce qui concerne les frais de scolarité. De plus, en tant que principale espèce pérenne cultivée, la production de café en association avec des cultures vivrières, constitue un système de culture durable dans certaines des zones les plus fragiles des bassins-versants d'altitude du pays.

Cependant, la pression démographique pousse à l'extension des cultures vivrières et représente un défi permanent pour les cultures pérennes en Haïti, le café n'étant pas épargné. Ces dernières années, la compétitivité du secteur caféier en Haïti a connu une tendance à la baisse. Ceci est dû à la crise globale des prix du café, à l'impact des pestes et à l'instabilité politique dont a souffert le pays. La présente étude est basée sur les recherches entreprises durant les trois dernières années pour analyser et appuyer l'économie rurale en général et le secteur caféier en particulier. L'objectif est de fournir une première information sur la situation actuelle du secteur caféier et les principales contraintes à la croissance et à l'amélioration de sa compétitivité, de manière à illustrer les questions de politique publique et les recommandations concernant le développement du secteur.

Le déclin du secteur caféier a débuté dans les années 1980, lorsque la production est passée de 42.900 tonnes à 30.088 tonnes en 1987. En 2003, la production tombait à environ 27.000 tonnes. La consommation interne a augmenté au rythme de la croissance de la population et de l'urbanisation du pays, et aujourd'hui cette consommation représente soixante cinq pour cent de la production. Actuellement, Haïti est un producteur marginal de café sur le marché mondial, avec seulement 0,4 pour cent de la production mondiale entre 1995 et 2000. En général, les données sur le café en Haïti tendent à être incohérentes. Cependant tout le monde s'entend sur le fait que, sans un remaniement radical de la filière, Haïti pourrait devenir un importateur net de café dans une dizaine

d'années. La baisse des prix du café peut être attribuée aux changements dans la structure du marché international du café. En plus des chocs externes, la production haïtienne de café a aussi souffert des conditions internes telles que les taxes à l'exportation, les faibles prix offerts aux agriculteurs, les difficultés de maîtrise des insectes et maladies tels que le scolyte du café, l'embargo international, le manque de financement et les désordres politiques constants qui ont affecté le secteur industriel dans son ensemble.

Le café a été dans le passé la principale source de revenu des ruraux en Haïti. Cependant, à mesure que les prix chutaient, la production et la transformation ont suivi, ce qui a entraîné une détérioration supplémentaire de la qualité du produit. Malgré les nombreux problèmes que confronte l'industrie du café, historiquement, le secteur caféier a survécu aux cycles défavorables et aux crises politiques aiguës, se posant comme un des secteurs les plus résilients de l'économie rurale. Les principaux avantages du secteur caféier pour atteindre la durabilité et la compétitivité sont: (i) l'existence et le développement d'un institut national du café (INCAH); (ii) des organisations de producteurs résilientes qui montrent un potentiel pour surmonter les chocs externes et pour s'adapter aux conditions changeantes; et (iii) les fonctions multiples du café dans l'économie rurale et sa position de facteur central dans les décisions économiques, les services environnementaux et les services sociaux. De plus, depuis le début des années 1990, malgré la tendance à la baisse des prix sur le marché international, de nouvelles opportunités se sont offertes au secteur caféier. Ces opportunités sont principalement: (i) un nouveau circuit d'exportation vers la République Dominicaine; (ii) une augmentation de la

consommation interne en raison de l'accroissement de la population et de l'urbanisation; et (iii) l'augmentation de la demande internationale pour les cafés de qualité.

Les caractéristiques agro-écologiques haïtiennes fournissent les conditions nécessaires pour la production d'un café de qualité bénéficiant de prix supérieurs sur les marchés internationaux, comme le montrent les initiatives récentes en la matière, tels que le café *Haitian Bleu*®. Le secteur caféier est une des filières agricoles les mieux organisées en Haïti et, de ce fait, présente un potentiel de croissance relativement plus élevé. Des appuis sont nécessaires pour aider la filière café à profiter des potentialités offertes par les nouvelles opportunités de marché, pour protéger les services environnementaux essentiels dans les bassins-versants d'altitude supérieure et établir une référence pour d'autres activités productives agricoles et rurales.

Ce rapport établit que pour prendre avantage des opportunités du marché et pour travailler sur la base des principaux avantages et bénéfices du secteur caféier haïtien pour atteindre la durabilité et l'augmentation de la compétitivité, certaines politiques publiques devront être mises en place. Les objectifs de ces politiques publiques et des investissements proposés sont de profiter de l'avantage du potentiel du café d'Haïti sur les marchés international et interne, et d'inverser la tendance actuelle de décapitalisation du secteur. La politique publique devra, sur le marché traditionnel ou alternatif, permettre à tous les acteurs de la filière d'être équipés pour pouvoir répondre aux besoins de la demande du marché international.

Pour améliorer la compétitivité du secteur caféier haïtien vis-à-vis du reste du

monde, ce rapport recommande des actions de politique sur le montage institutionnel de la filière, aussi bien que sur les aspects de production, de transformation, et de commercialisation/marketing du café. Parmi les recommandations principales se trouvent l'établissement et le renforcement des liens institutionnels entre les acteurs de la filière, en incluant les institutions financières, pour l'établissement des priorités des investissements publics et privés dans le secteur, aussi bien que pour la coordination et la création des alliances publiques-privées (à travers l'INCAH existant ou d'autres structures institutionnelles).

Du côté de la production, les recommandations de politiques incluent la mise en œuvre de contrôles phytosanitaires, comme le renforcement du laboratoire national de certification, l'appui aux programmes nationaux de

contrôle de maladies, et l'établissement d'un programme national de recherche et vulgarisation qui faciliterait l'innovation et le transfert technologique. Au stade de la transformation du café, il est recommandé d'appuyer l'établissement de guides et standards de qualité pour les producteurs pour augmenter la qualité du café de façon durable. Finalement, du côté de la commercialisation/marketing du café d'Haïti, il est nécessaire d'appuyer des instruments financiers innovateurs pour aider les producteurs à investir dans la production de cafés de plus haute valeur ajoutée et recevoir des primes sur le prix sur les marchés des café spéciaux ; il est aussi nécessaire de développer une stratégie de marketing national pour rétablir l'image du café d'Haïti sur le marché international, y compris en vue du renforcement des liens avec la République Dominicaine.

I. INTRODUCTION

A. Contexte du pays

Selon tous les indicateurs, Haïti est le pays le plus pauvre de l’Hémisphère Occidental, et un des plus pauvres des pays en développement. Actuellement, 75 pour cent des Haïtiens vivent en dessous du seuil de la pauvreté et le produit intérieur brut (PIB) est estimé à environ US\$ 438 par personne et par an. En comparaison, le PIB est d’environ US\$ 1600 par personne dans la République Dominicaine voisine. Après avoir crû à un rythme moyen annuel de 2,3 pour cent en termes réels dans les années 1970, le PIB per capita en termes réels a diminué au rythme moyen de 2,4 pour cent par an durant les années 1980 et a poursuivi sa chute dans les années 1990. L’impact économique de la crise politique récente est estimé à environ –5,5 pour cent du PIB et la confiance du secteur privé est demeurée faible dans un contexte de préoccupations autour du climat de sécurité. Étant donné l’instabilité de la vie en Haïti, les citoyens ordinaires ont été amenés à dépendre de manière croissante des transferts privés en provenance de parents à l’étranger. Les transferts ont plus que doublé, passant de US\$256 millions en 1997 à US\$650 millions en 2002, ce qui représente 19 pour cent du PIB. On estime que, depuis 2004, les transferts ont dépassé un milliard de dollars américains annuellement.

L’histoire d’Haïti est marquée par l’instabilité politique, la manifestation la plus récente datant de 1990, lorsque les militaires ont renversé le président démocratiquement élu Jean-Bertrand Aristide. La communauté internationale y a répondu par un embargo commercial, dans le but de restaurer le pouvoir constitutionnel. L’embargo a causé des dommages sévères à l’économie et l’activité dans les industries du textile et de la sous-traitance pour l’exportation – qui comptent pour plus des trois-quarts des revenus d’exportation – a pratiquement cessé. De plus, les systèmes de taxation et de contrôle des dépenses se sont effondrés et l’entretien des infrastructures économiques et sociales a, à toutes fins pratiques, été abandonné. Suite au retour à l’ordre constitutionnel en 1994, l’effet combiné d’un paquet global d’aide externe de US\$ 2,6 milliards, le Programme d’Urgence de Reconstruction Économique (PURE), et d’un accroissement progressif des transferts a permis une reprise modeste de l’activité économique.

Les tensions politiques renouvelées de 1997 ont vu l’économie encore une fois fortement ralentie. Puis, en début 2004, avec les dissensions politiques autour des élections législatives de mai 2000 toujours irrésolues, le mandat du parlement contesté haïtien a expiré et le Président Jean-Bertrand Aristide a continué à gouverner par décret. Une agitation civile croissante et une rébellion armée qui s’est emparée de la moitié nord du pays ont conduit à la démission et au départ en exil du Président Aristide. Par la suite, un gouvernement de transition fut mis en place et des élections sont actuellement en cours.

Tableau 1. STRUCTURE DE L'ÉCONOMIE HAITIENNE				
Secteur <i>(en pour cent du PIB)</i>	1984	1994	2003	2004
Agriculture	..	34.7	27.9	26.9
Industrie (pourcentage Industrie Manufacturière)	..	22.5	17.0	15.9
Services	..	42.9	55.1	57.1
Importations biens & services	26.5	11.7	47.2	41.2
Croissance Moyenne Annuelle	1984-94	1994-04	2003	2004
Agriculture	0.4	1.2	0.3	-4.4
Industrie	-4.9	-7.2	1.0	-6.0
Industrie Manufacturière	-2.6	-7.4	0.5	-9.3
Services	0.7	4.4	0.4	11.5

Source: World Bank 'Haiti at a Glance' Country Statistics, 2005

Haiti est un pays à dominante rurale, avec plus de 60 pour cent de la population vivant dans les zones rurales. L'agriculture comptait pour seulement 26.9 pour cent du PIB en 2004 et employait 66 pour cent de la force de travail. La majorité des pauvres réside en milieu rural et la pauvreté est particulièrement accentuée dans les régions du nord-est et nord-ouest. Selon les données les plus récentes d'enquête sur les ménages¹, en 2001, 49 pour cent des ménages haïtiens vivaient dans la pauvreté absolue avec 20, 56, et 58 pour cent des ménages dans les zones métropolitaines, urbaines et rurales respectivement vivant dans la pauvreté. Ces données se basent sur un seuil de pauvreté extrême de moins de US\$ 1 par jour. Les indicateurs sociaux pour Haïti sont également bas, avec environ 20 pour cent des enfants souffrant de malnutrition; près de la moitié de la population sans accès aux soins de santé et plus des quatre-cinquièmes sans eau potable.

Tableau 2. STRUCTURE DES ÉCHANGES D'HAÏTI (EXPORTATIONS OFFICIELLES)				
	1984	1994	2003	2004
Exportations totales <i>(fob, millions de US\$)</i>	230	108	361	366
Café	46	10.3	3.4	4.2
Sisal et ficelle de sisal	13	1	1.5	1
Articles manufacturés	125	89	330	317
Importations totales (cif)	352	183	1,116	1,164
Produits alimentaires	80	67	268	325
Combustible et énergie	61	46
Biens d'équipement	81	8	..	372

Source : World Bank 'Haiti at a Glance' Country Statistics (2005); BRH (site web)

Les services sociaux sont offerts dans toutes les zones rurales du pays. Cependant, leur qualité et la mesure dans laquelle ils sont disponibles ou utilisés par les habitants des zones rurales varie largement. Une forte majorité des enfants d'âge primaire vont à l'école mais peu continuent vers le secondaire, d'abord par nécessité de contribuer au revenu familial. De même, des services médicaux sont offerts dans toutes les régions du pays mais peuvent ne pas être utilisés ou toucher

¹ L'analyse est basée sur la première Enquête sur les Conditions de Vie portant sur 7,186 ménages répartis à travers le pays et représentatifs à l'échelle régionale.

adéquatement un grand nombre de personnes. Dans la plupart des régions du pays, le taux d’alphabétisation varie entre 40 et 50 pour cent. La mortalité avant l’âge de 5 ans est de plus de 100 par millier de naissances dans la plupart des zones rurales et les enfants souffrent souvent de carences nutritionnelles à travers le pays. L’espérance de vie est de 55 ans.

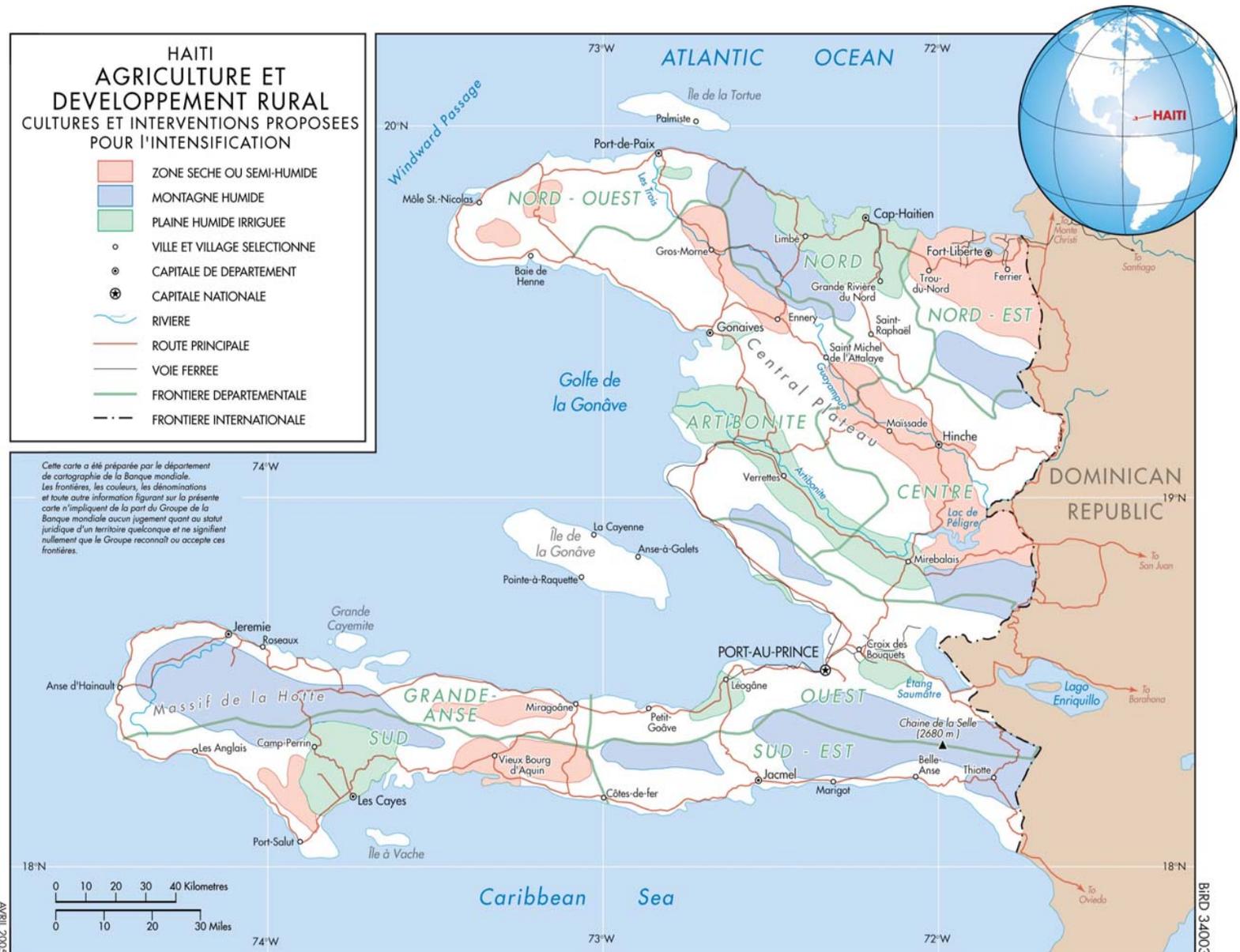
La malnutrition est la préoccupation principale de la population rurale d’Haïti. La moitié de cette population a une consommation moyenne de moins de 1700 calories par jour. En moyenne, près de 40 pour cent de la population reçoit moins de 75 pour cent de la consommation journalière recommandée de protéines. Le problème de la malnutrition est particulièrement aigu du fait qu’Haïti enregistre la plus forte densité de population de l’Hémisphère Occidental, avec 8 millions d’habitants sur 28.000 km². La quantité de main d’œuvre disponible est déjà plus importante que celle pouvant être absorbée par les activités rémunérées et, avec un taux de croissance autour de 1.6 – 2 pour cent par an, la population devrait doubler d’ici environ 30 ans.

B. Contexte environnemental

Haïti occupe le tiers oriental de l’île d’Hispaniola, étant bordé par la mer au nord, à l’ouest et au sud et par la République Dominicaine à l’est (voir la carte page suivante). Haïti est parmi les pays les plus montagneux de la région Caraïbe, avec des chaînes de montagne se situant entre 1000 et 1500 mètres d’altitude. Les dépôts sédimentaires, généralement calcaires, caractérisent une grande part de la géologie de la surface du pays. De nombreuses zones à sols calcaires ont un bon potentiel pour des réserves d’eau souterraine et elles sont utilisées pour alimenter des réseaux de distribution d’eau à usage domestique et pour l’irrigation. À travers le pays il existe des aires d’affleurement de roches ignées qui représentent les terrains ayant le plus fort potentiel pour l’intensification de l’agriculture, particulièrement dans les hauteurs.

Les précipitations en Haïti varient largement en fonction du relief. Dans les montagnes de haute altitude du sud-ouest, la pluviométrie dépasse 4.000 mm. par an, tandis que les pluies dans les zones basses sont généralement inférieures à 1000 mm. annuellement et tombent à moins de 500 mm. annuels dans certaines parties de l’Artibonite et du nord-ouest. Les pluies sont particulièrement fortes durant les mois d’avril jusqu’à juin et de septembre à novembre. Cependant les précipitations arrivent souvent sous forme d’averses fortes et de courte durée qui sont ensuite suivies de périodes de températures et d’évapo-transpiration élevées. Le relief et la proximité de la mer modèrent les températures, qui se situent à plus de 30°C le jour pendant toute l’année dans les plaines intérieures.

La différence la plus frappante entre Haïti et ses voisins caraïbéens est l’absence quasi-totale de couvert arboré – moins de deux pour cent de la surface d’Haïti sont couverts de forêts. Une grande part des forêts d’Haïti a disparu depuis le début de la période coloniale car la végétation a été éliminée pour faire place aux plantations de canne à sucre et autres denrées. Après l’indépendance, la déforestation s’est poursuivie pour l’exploitation commerciale du bois et pour coloniser de nouvelles terres en réponse à la pression démographique. Bien que les terres déforestées des aires de montagne ne soient pas en général propres à l’agriculture, les besoins croissants des agriculteurs à faible revenu de générer des ressources à travers la fabrication de charbon les a poussés à couper la végétation des zones plus élevées.



La topographie montagneuse d'Haïti et le mouvement des petits propriétaires vers les sols de plus haute altitude plus fragiles ont entraîné la déforestation, une érosion accélérée, une baisse de la fertilité, une diminution de la capacité de rétention en eau et l'envasement général des cours d'eau. Ceci diminue en retour la capacité de charge de la terre et contribue à une spirale descendante des conditions économiques et environnementales. Ces pratiques de mise en valeur des sols ont aussi contribué à des inondations et glissements de terrain catastrophiques. On estime aujourd'hui qu'Haïti perd chaque année par érosion entre 10.000 et 15.000 hectares de terres autrefois fertiles et le potentiel pour une extension des terres cultivées est, dans l'ensemble, épuisé. Ainsi, la déforestation et la dégradation des sols constituent les problèmes économiques et environnementaux les plus importants auxquels doit faire face le pays.

Le Gouvernement d'Haïti est en train de répondre à ces pressions environnementales à travers une ébauche de 'Plan National d'Action pour l'Environnement' (PNAE) qui tente de coordonner toutes les activités de ses ministères, particulièrement ceux de la Planification et de la Coopération Externe, des Travaux Publics, Transports et Communications, de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural et de l'Environnement. Le PNAE considère le développement durable comme l'approche principale pour faire face aux problèmes de développement du pays.

C. Place de l'agriculture

Avec l'indépendance acquise contre la puissance coloniale française en 1804, des distributions de terres agricoles ont été effectuées et on a vu émerger une économie rurale basée sur des lopins de terre qui mesurent aujourd'hui en moyenne seulement 0,75 hectares. Le revenu annuel per capita se situe entre \$800 sur les plus grandes exploitations et moins \$40 dans certaines communautés. Au fil du temps, la contribution de l'agriculture au PIB a diminué par rapport aux autres secteurs, passant de 40 pour cent du PIB en 1984 à 26,9 pour cent du PIB en 2004. Bien que la majorité des haïtiens habite en milieu rural, et que la plupart se considèrent comme cultivateurs, la majorité de leur revenu provient actuellement de sources autres que leur exploitation agricole. Les stratégies de génération de revenus s'appuient sur la diversification des sources de revenu et dépendent d'activités non-agricoles (production de charbon de bois, extraction de sable, artisanat), de transferts, de la vente de main d'œuvre saisonnière dans leur communauté ou ailleurs dans le pays, des migrations temporaires et du petit commerce.

Tableau 3. COUP D'OEIL: LA PRODUCTION AGRICOLE EN HAÏTI						
	1979-1981	1989-1991	1999	2000	2001	2002
Principales exportations (pourcentage de la production agricole)						
Cacao	6.9	4.3	10.3	9.2	17.6	28.0
Mangues	1.3	14.0	29.4	34.5	26.3	27.4
Café, vert	76.6	60.3	38.1	33.8	28.2	17.2
Principales importations (pourcentage de la production agricole)						
Riz, blanchi	6.2	16.1	21.3	22.2	18.8	20.8
Blé	26.9	9.3	3.0	4.5	5.5	8.7
Sucre, brut centrifugé	0.0	1.0	5.2	7.6	6.6	6.3

Source: FAOSTAT, Food and Agriculture Indicators (2004)

La capacité décroissante de l'agriculture à contribuer à l'économie nationale, à la fois en termes relatifs et absolus, est le résultat d'un processus lié de près à la pression démographique, aux modèles de production agricoles non durables, à la décapitalisation et à de faibles niveaux

d'investissement dans les ressources humaines. Au début des années 1990, la tendance à la baisse de la production agricole a été accentuée par l'embargo commercial, qui a limité les exportations des principales denrées et l'accès aux intrants agricoles essentiels tels que les semences et le combustible. De plus, la détérioration générale des infrastructures rurales et la dégradation continue des sols ont contribué à une baisse de la production de l'ordre de 17 pour cent sur la décade, qui concerne à la fois les cultures vivrières et les cultures de rente.

La fragilité de l'économie rurale a deux conséquences majeures en rapport avec le développement d'Haïti. La première est la migration, principalement des fils et filles, vers les centres urbains internes et ceux de l'extérieur tels que la capitale, Port-au-Prince, ou bien des migrations des chefs de famille vers la République Dominicaine, Miami, New-York ou Montréal. Bien que leurs transferts contribuent de manière significative aux revenus des ménages, la sécurité des besoins de base (gestion des risques) exige souvent le maintien de l'activité agricole. Celle-ci doit être menée soit par la femme chef de famille et ses enfants ou bien à travers des arrangements avec d'autres hommes chef de famille.

Les conditions de vie sont particulièrement difficiles pour les femmes et les enfants de la campagne où 60 pour cent des ménages sont dirigés par des femmes avec, en moyenne, 5 à 6 enfants. Les femmes confrontent des contraintes sexo-spécifiques telles que les normes culturelles, un accès moins facile au crédit que les hommes et la nécessité d'entreprendre les tâches liées au foyer et à la garde des enfants en même temps que leurs activités agricoles. Les enfants de sexe féminin ont en moyenne 2 ans de scolarisation et 10 pour cent de la population féminine entre 5 et 9 ans est économiquement active ; ce chiffre s'élève à 33 pour cent pour la catégorie des 10-14 ans.

D. Champs couverts par l'étude

La Banque Interaméricaine de Développement et le Gouvernement d'Haïti ont été actifs dans la conception, la préparation et le financement de projets pour appuyer le développement de l'économie rurale haïtienne, particulièrement durant les dernières années. Plus spécifiquement, des projets ont été approuvés et initiés tels que le Projet d'Intensification Agricole de la Région de l'Artibonite et du Bassin-Versant d'Ennery et la Quinte et celui de l'Appui à la Position Compétitive du Café Haïtien. De plus, la Banque a préparé des projets de renforcement des filières rurales, y compris celle du café, ainsi qu'une opération d'appui au Programme National de Gestion des Bassin-Versants. Tel qu'envisagé dans la Stratégie de Transition pour Haïti de la Banque pour 2005-2006 et le CCI, la présente étude proposera certaines orientations pour appuyer l'économie rurale en général et le secteur caféier en particulier.

Le café joue encore un rôle important dans l'économie rurale. Il fournit des revenus pour assurer la scolarisation des enfants, ce qui constitue le poste de dépenses le plus important après les dépenses de santé. L'écosystème caféier complexe s'intègre à la principale stratégie de génération de revenus dans les zones rurales pauvres : la diversification des rentrées monétaires. Finalement, comme le café pousse en Haïti presque exclusivement sous ombrage et sur les versants de montagne, il contribue directement à la conservation de l'environnement et à la protection des sols contre l'érosion et la dégradation. Ainsi, le café joue un rôle central à la fois sur le plan économique, social et environnemental dans le pays et demeure un des moteurs agricoles de l'économie rurale.

Cependant, la compétitivité du secteur caféier en Haïti a diminué sur la période récente. Ceci est dû principalement à la crise globale des prix du café et à l'instabilité politique dont a souffert le

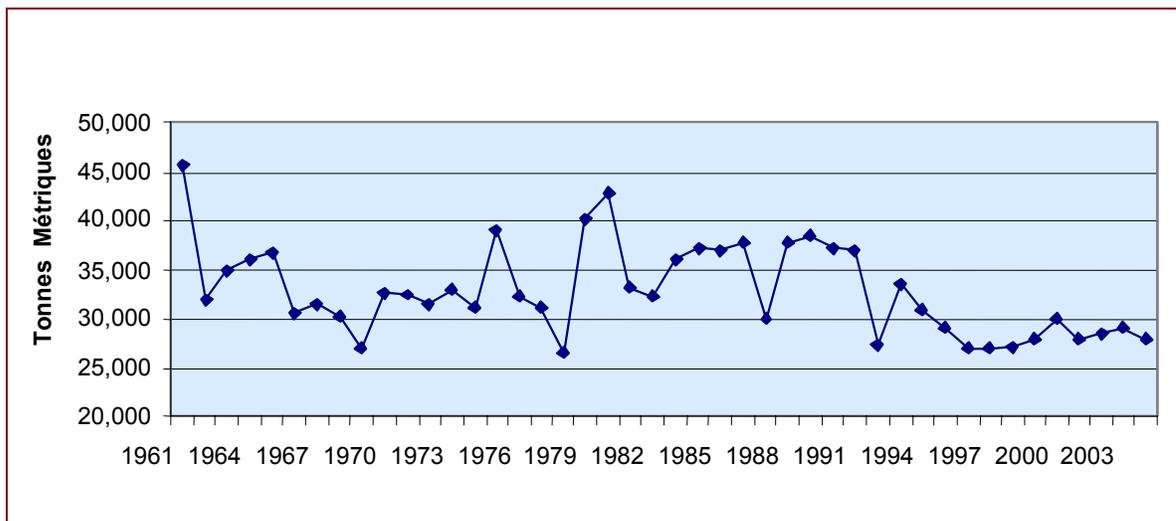
pays. L'objectif de cette étude est de faire une analyse approfondie des contraintes auxquelles fait face le secteur caféier en Haïti et du cadre de base de politique publique et définir des recommandations pour les surmonter. La présente étude est basée sur les recherches que la Banque a entreprises durant les trois dernières années pour analyser et appuyer: (i) le développement de l'économie rurale d'Haïti; (ii) la stratégie de transition pour les pays petits producteurs de café en Amérique Centrale et à Hispañola après la crise internationale des prix du café²; et (iii) la compétitivité du secteur caféier en Haïti. La présente étude fournit les premières informations sur la situation actuelle du secteur caféier et les principales contraintes à la croissance et à la compétitivité. Elle conclut en traitant les questions de politique publique ayant rapport avec le développement du secteur, avec des recommandations spécifiques.

² Pour plus d'informations sur la stratégie spécifique, consulter s'il vous plait le document suivant: http://www.iadb.org/regions/re2/coffeeworkshop/document_all.pdf

II. LE SECTEUR CAFEIER EN HAÏTI

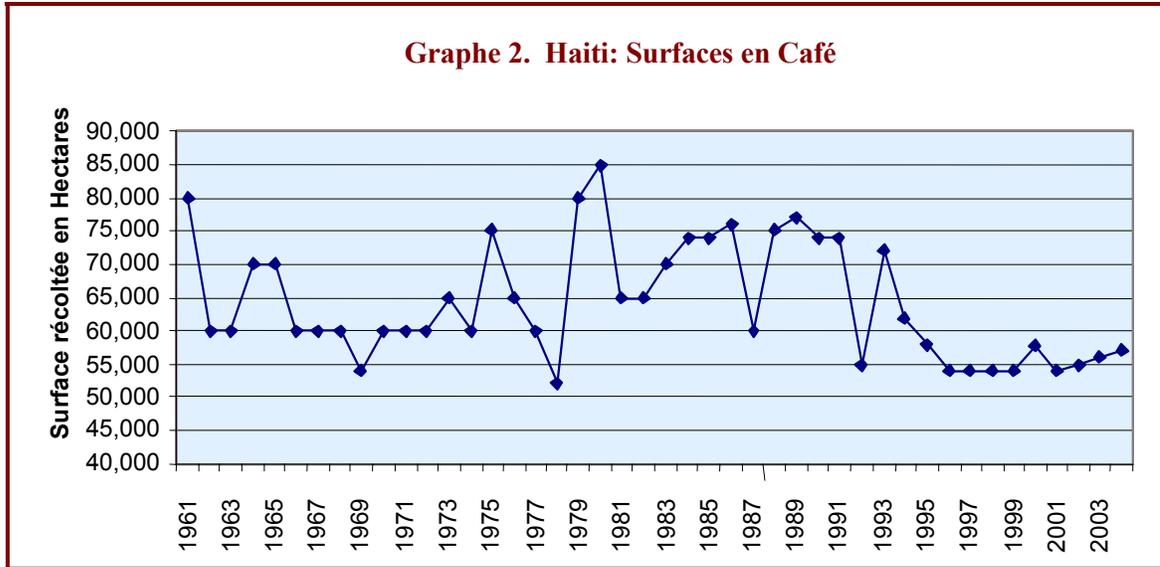
A. Situation actuelle du secteur caféier en Haïti

Historiquement, le café a joué un rôle important dans le tissu social, économique, environnemental et culturel des principaux pays de la Caraïbe. La production et la vente de café de type *Arabica* ont d'abord été initiées en Haïti, alors l'île de Saint Domingue, par les Jésuites en 1715. La production de café a démarré rapidement, les exportations passant de 53.000 sacs de soixante kilos en 1755 à un pic de 580.000 sacs en 1789 et le café devint un des moteurs des échanges commerciaux coloniaux de la France. Après l'indépendance, il demeura une des principales cultures d'Haïti dans les zones de montagne et la principale culture d'exportation. Entre 1820 et 1850, les exportations de café se sont situées en moyenne autour de 500.000 sacs, le pic étant atteint entre 1850 et 1880 avec une moyenne de 667.000 sacs.



Source: Statistiques FAO (2005) - FAOSTAT Database

Le plus important niveau de production est atteint en 1955 avec 740.000 sacs. Par la suite, la production chute brutalement durant les années 1960 mais rebondit à la fin des années 1970, une forte hausse des prix relançant la production, et un nouveau pic est enregistré en 1973 avec 660.000 sacs. Il était estimé durant les années 1980 que le café couvrait 133.000 hectares de terres agricoles en Haïti, avec une production moyenne annuelle de 35.900 tonnes. Haïti était aussi membre de l'Organisation Internationale du Café (OIC) mais s'est trouvée de moins en moins capable de remplir son quota d'exportation au sein de l'OIC.



Source: Statistiques FAO (2005) - FAOSTAT Database

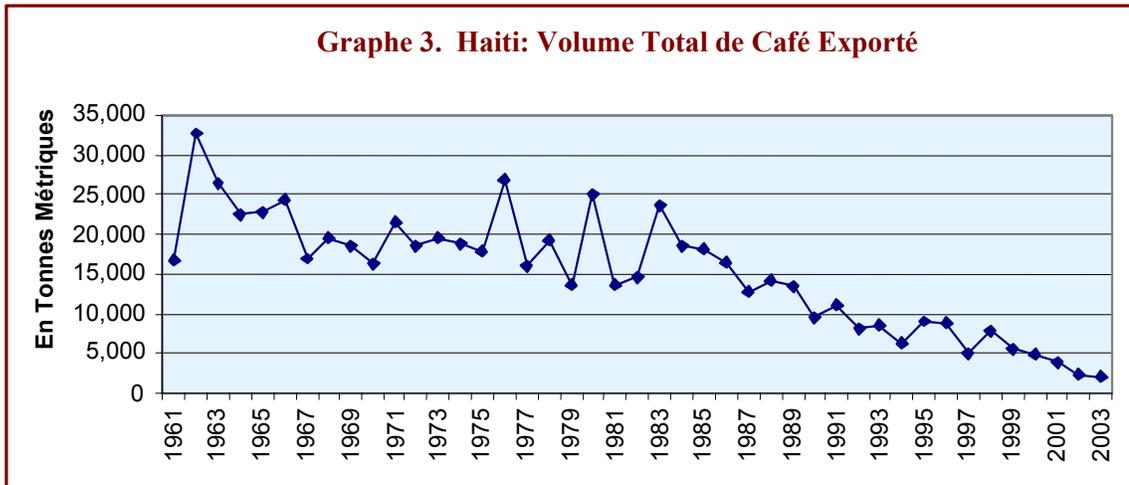
Le déclin actuel a commencé dans les années 1980, lorsque la production est tombée de 42.900 tonnes à 30.088 tonnes en 1987. En 2003, la production avait chuté à environ 27.000 tonnes. Aujourd'hui, Haïti est un producteur de café marginal sur le marché international, avec un peu plus de 0,4 pourcent de la production mondiale entre 1995 et 2000. Actuellement, le Brésil produit plus du quart du total mondial et exerce une influence décisive sur l'offre. En général, les données sur le café en Haïti paraissent incohérentes. Cependant, tout le monde s'entend sur le fait que sans un remaniement radical de la filière, Haïti pourrait devenir un importateur net de café d'ici dix ans.

Tableau 4. APERÇU DE LA PRODUCTION DE CAFE EN HAÏTI (ESTIMATION POUR LA PERIODE 2003-2004).	
SURFACES UTILISEES POUR LA PRODUCTION DE CAFE	115 000 Hectares
- pourcentage du territoire national	- 4 pour cent
- pourcentage des terres cultivables	- 14 pour cent
- pourcentage des zones de montagne humide	- 11.5 pour cent
RENDEMENT MOYEN A L'ECHELLE NATIONALE	- 4 sacs par hectare 1 sac = (130 lbs)
CONSOMMATION INTERNE	300.000 sacs (65 pour cent de la production totale)
EXPORTATIONS TOTALES	-160.300 sacs (35 pour cent de la production totale)
<i>dont :</i>	Valeur Totale à l'Exportation US\$10 millions
	<i>dont :</i>
-Café pilé traditionnel	- 35.000 sacs (8 pour cent)
- Café pilé de qualité	- 250 sacs = 1 container
-Cafés naturels et lavés exportés vers la République Dominicaine (commerce informel)	- 120.000 sacs (26 pour cent)
- Café lavé de qualité	- 5,300 sacs
<i>dont :</i>	<i>dont :</i>
- Haitian Bleu	- 1.300 sacs, 5 containers (0,3 pour cent)
- Commerce Équitable	- 3.200 sacs, 13 containers (0,7 pour cent)
- Autre café lavé de qualité	- 800 sacs, 3 containers (0,1 pour cent)

Source : IRAM , Le Secteur Caféier en Haïti (2005)

La plus grande partie du café vendu sur le marché international par les exportateurs haïtiens est du type « *pilé* » de qualité médiocre et traité par voie sèche. Les prix obtenus sont donc faibles – parfois US\$25 ou US\$35 *de moins* par sac par rapport aux prix sur le marché de New York. En moyenne, la décote pour le café haïtien est de l'ordre de 5 à 7% par rapport aux prix du marché de New York . Le café a été dans le passé la plus importante source de revenu des ruraux en Haïti. Cependant, à mesure que les prix baissaient, la production et la transformation du café ont chuté de manière plus que proportionnelle, ce qui a accentué la détérioration de la qualité du produit. Dans de nombreux cas, les plants de café ont été carrément arrachés et remplacés par d'autres cultures telles que l'igname, les haricots et la banane qui offrent de meilleures opportunités de revenu et satisfont les besoins alimentaires. De plus, après 1986, le contrôle de qualité effectué par le Ministère du Commerce et l'OPRODEX (*Office de promotion des denrées exportables*) a été interrompu, ce qui a conduit à une évaluation insuffisante de la qualité des exportations.

Comme pour beaucoup d'autres pays, la baisse de la production de café est principalement le résultat de la chute des prix sur le marché international. La baisse des prix du café découle de changements dans la structure du marché international – à la fois des chocs sur le court-terme et de changements structurels sur le plus long terme que nous discuterons plus loin. En plus des chocs exogènes, la production de café en Haïti a aussi souffert des effets de facteurs internes : de nombreux analystes citent la taxation excessive jusqu'en 1987 (taxe à l'exportation) et les faibles prix offerts aux paysans comme des facteurs importants ayant contribué au déclin de la production de café durant les années 1980. Parmi les autres facteurs internes, il faut citer les difficultés à maîtriser les insectes et maladies, tels que le *scolyte*, la rouille du café, la pourriture des racines, l'embargo commercial international de 1991 à 1994, le manque de financement et la poursuite des désordres politiques qui ont bouleversé toutes les branches de l'industrie.



Source: Statistiques FAO (2005) - FAOSTAT Database

Depuis le début des années 1990, malgré la tendance à la baisse des prix internationaux, un nouveau marché s'est rapidement développé pour le café haïtien à travers l'exportation vers la République Dominicaine. Les exportations vers la République Dominicaine relèvent du commerce informel qui a cours tout le long de la frontière entre les deux pays. Certains experts estiment que ce marché pourrait représenter trois à quatre fois les volumes officiels d'exportation (IRAM-LAREHDO 2005). Cette opportunité de marché a un effet positif large sur les prix locaux à la ferme en Haïti du fait qu'il n'y a pas d'exigences de qualité pour les cerises vendues en République Dominicaine. Le café haïtien vendu à la frontière est transformé par l'industrie dominicaine pour la consommation locale par une des plus importantes firmes dominicaines (Induban). Cependant, il est important de noter que les variations du taux de change entre les monnaies des deux pays ont un effet important sur les exportations de café d'Haïti vers la République Dominicaine. Suite à la forte dévaluation de la monnaie dominicaine en 2003-2004, les exportations haïtiennes ont diminué considérablement.

En dépit des nombreux problèmes auxquels fait face l'industrie du café, historiquement le secteur caféier haïtien a pu résister aux difficultés cycliques et aux crises politiques dramatiques, faisant la preuve qu'il demeure un des domaines les plus résilients de l'économie rurale. L'accroissement de la consommation nationale découlant de l'augmentation de la population a aussi constitué une bouée de sauvetage bienvenue pour le secteur caféier haïtien ces dernières années. La force des liens culturels et historiques avec le café ne devrait pas être sous-estimée et explique en partie pourquoi les agriculteurs haïtiens continuent à cultiver du café sur leurs terres malgré les faibles prix actuels du marché car le café est aussi une des cultures de rente les moins risquées disponibles. Beaucoup d'agriculteurs espèrent encore relancer leurs plantations caféières. Les caractéristiques naturelles des chaînes de montagne humides d'Haïti et la qualité excellente du café qu'elles produisent donnent raison d'espérer, particulièrement au vu des primes offertes pour les cafés de qualité.

Encadré 1 - Le Code du Café

Le Code du Café est devenu loi en 1958 sous le régime de ‘Papa Doc’ Duvalier. Il a été conçu pour réglementer tous les aspects de la filière, depuis la conduite des caféiers et de la récolte jusqu’aux procédés utilisés dans les usines de transformation, les obligations des intermédiaires et le transport du café vers les marchés. Il prescrit des pénalités sévères (y compris des peines de prison) pour toute personne dans la filière qui violerait ses dispositions. Aujourd’hui, *Le Code du Café* reste encore l’élément de base des lois haïtiennes sur le café, bien qu’il ne soit plus suivi ou considéré comme pertinent dans le contexte de la production caféière. Dans ce contexte, le secteur caféier haïtien exige des directives radicalement différentes et des standards qui appuient tous les aspects de la gestion du processus de production et qui définissent une nouvelle stratégie pour le développement et la croissance des marchés.

La carte plus bas indique les différentes régions de culture du café en Haïti ainsi que les principaux centres de traitement par voie sèche où les cafés de qualité sont préparés. Bien que le café soit cultivé dans tous les dix départements³, l’intensité de la culture varie considérablement. En général, on peut dire qu’il existe cinq aires principales de production, chacune située dans un département particulier du pays. Dans l’ordre des quantités produites, ce sont : la Grand’Anse, le Sud-Est (Thiotte et Jacmel), le Nord et le Centre (Baptiste et les Cahos). Les cinq aires sont regroupées dans deux zones : Nord et Sud. La Grand’Anse et le Sud-Est sont dans le sud du pays et forment ensemble la zone la plus importante de production nationale. Le Tableau 5 plus bas indique également les différences entre les zones de café de qualité supérieure et celles de café de qualité médiocre. Le Centre et le Sud sont non seulement les zones de plus grande importance pour la production nationale mais aussi celles où l’on produit des cafés de qualité.

Les usines de transformation qui sont en opération actuellement sont celles de: Thiotte (réseau KOPKAB), Tombe Gateau (réseau FACN), Marmelade (réseau FACN), Dondon (réseau COOPACVOD) et Plaine du Nord (réseau RECOCARNO). On estime que les quatre usines de transformation doivent produire entre 15 et 20 containers de café de qualité pour amortir leurs équipements, alors que les exportations actuelles varient entre 12 et 18 containers. Ceci illustre le fait que ces usines ont des capacités de production excédentaires. La carte montre aussi que les centres n’ont pas été situés dans des endroits stratégiques à l’intérieur du pays. Les usines sont placés dans les régions humides à très humides, ce qui complique le processus de séchage des cerises.

³ Noter que la carte ne montre que 9 Départements. Le 10ème Département (Nippes) a été rajouté l’an dernier et n’apparaît donc pas sur la Carte. Les Nippes sont une sub-division du Département de la Grand’Anse.

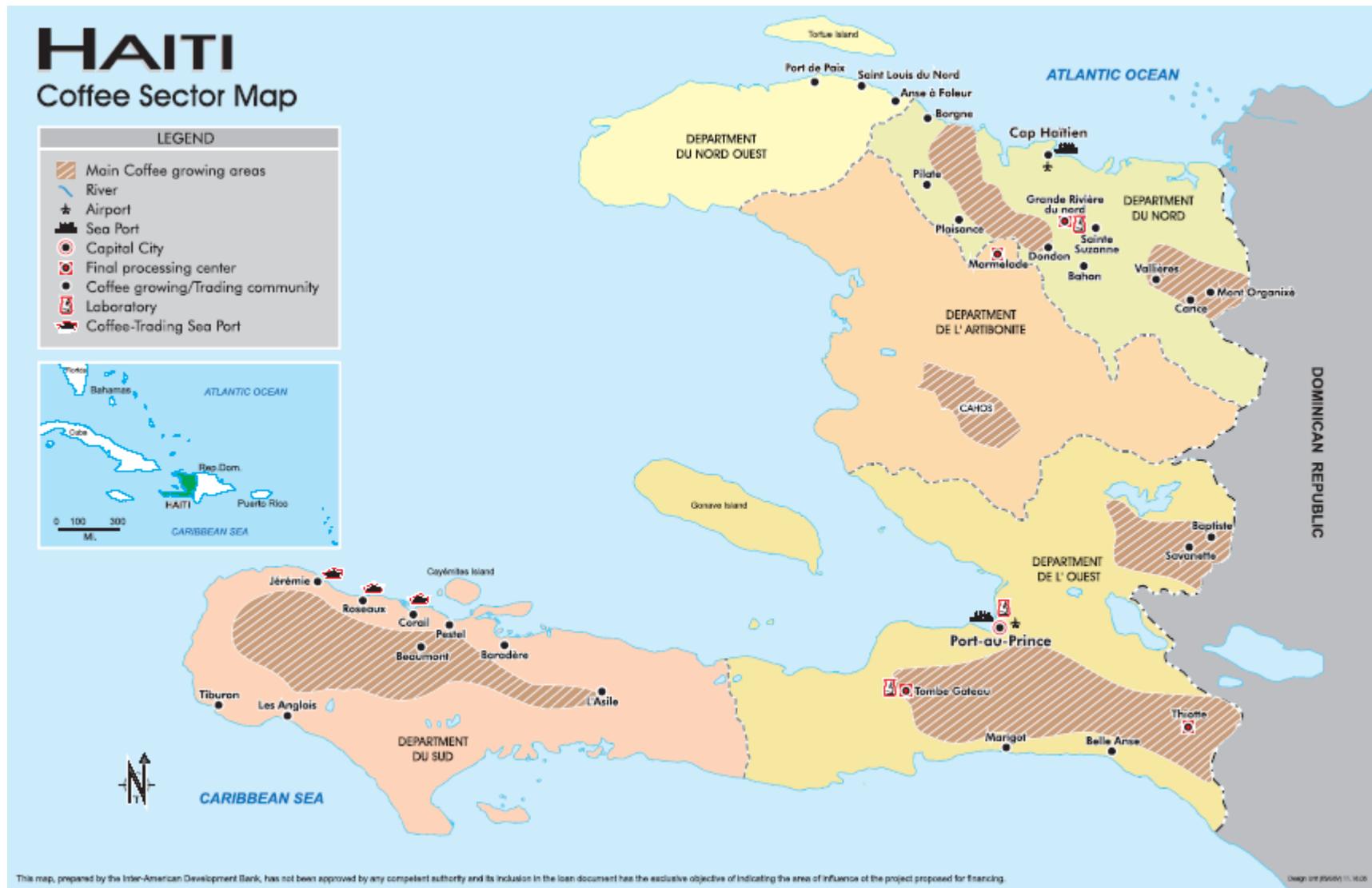


Tableau 5. PRINCIPALES AIRES DE CULTURE DU CAFE EN HAITI	
Département	Municipalités
<i>Zones de cafés de qualité supérieure</i> - Grande Anse - Sud - Sud-Est - Centre - Artibonite	- Beaumont, Roseaux, Jérémie - Tiburon, les Anglais, Rendel - Thiotte, Belle Anse, Marigot - Baptiste, Savanette - Les Cahos
<i>Zones de cafés de qualité moyenne</i> - Nord - Nord-Ouest - Nord-Est - Nippes	- Dondon, Plaisance, Pilate, Borgne, Grande Rivière du Nord, Bahun, Marmelade - Saint-Louis du Nord, Port de Paix, Anse à Foleur - Sainte Suzanne, Vallière, Carice, Mont Organisé - L'Asile, Baradères

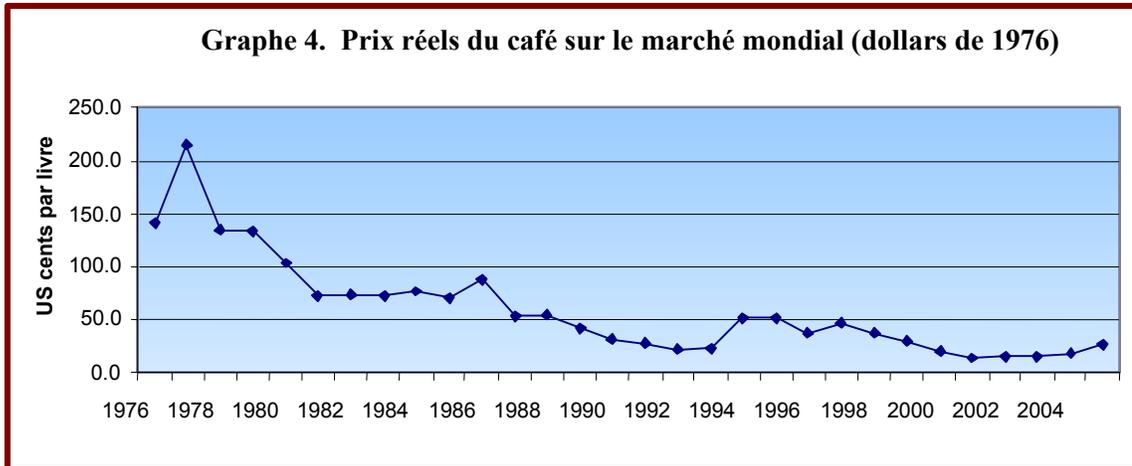
Source: APROMA, 1996

B. Les tendances du marché international du café et leur impact sur Haïti

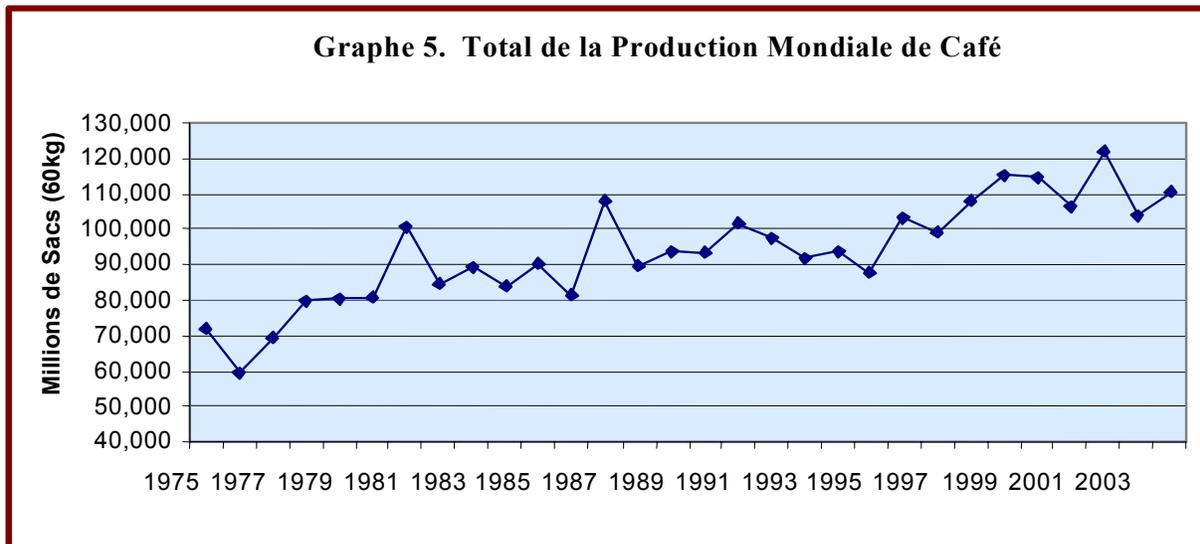
Étant donné l'importance du café, tant pour les pays exportateurs qu'importateurs, son prix et sa disponibilité ont toujours été une question politique d'importance. En 1962, l'Organisation Internationale du Café (OIC) a été créée sous les auspices des Nations-Unies et le premier Accord International du Café a été négocié. Ce système définissait un ensemble de quotas pour plus de soixante pays producteurs de café qui préviendrait la surproduction et maintiendrait les prix raisonnablement stables pendant plus de 25 ans. Cependant, en 1989 le climat international avait changé et les U.S.A se retirèrent de l'OIC, ce qui eut pour effet de rendre caduc l'accord complexe sur les quotas qui avait défini le marché du café jusqu'au 4 juillet 1989.

La fin de l'accord international sur le café marquait le début d'une nouvelle ère de production incontrôlée de café, améliorait les techniques de culture et de transformation et, avec l'entrée du Vietnam sur le marché du Robusta, initiait une croissance constante de la production mondiale. Entre 2000 et 2001, les excédents de l'offre mondiale amenèrent les prix du café à chuter à leur plus faible niveau depuis 100 ans (avec ajustements pour inflation). L'impact de la crise du café se fit sentir à travers le monde en développement et, dans de nombreux cas, les prix passèrent en dessous du coût de production. Les travailleurs des plantations furent mis à pied et les plus petits producteurs laissèrent leur production pourrir sur pied. Selon la Banque Mondiale, environ 500.000 emplois furent perdus pour l'Amérique Centrale et le Mexique uniquement en 2000-2001 comme résultat direct de la crise.

Plusieurs autres tendances dans la production ont aussi marqué les transformations dans la structure du marché international du café. Du côté de l'offre, les torréfacteurs ont initié des changements importants dans la manière dont le café est transformé. En utilisant de nouvelles techniques de traitement à la vapeur, ils ont pu réduire les caractéristiques négatives des grains de café de mauvaise qualité. Les torréfacteurs sont aussi devenus plus habiles dans les changements rapides qu'ils opèrent entre les variétés de café utilisées.



Source: Organisation Internationale du Café (*Prix Indicatif Composé*), 2005



Source: Organisation Internationale du Café (*Prix Indicatif Composé*), 2005

Ces changements ont eu pour effet une concentration dans les secteurs du commerce et de la transformation du café car seuls ceux qui avaient les moyens d’opérer les transformations technologiques et logistiques nécessaires ont pu soutenir la concurrence. Aujourd’hui, quatre compagnies seulement dominent le marché mondial du café. La plus grande est la firme Nestlé, qui produit le Nescafé et contrôle plus de la moitié du marché mondial du café instantané. Kraft, propriété de la Philip Morris, représente 14 pour cent des ventes mondiales de café à travers des marques telles que Maxwell House, Kenco, Kaffee HAG et Jacobs. Sara Lee, propriétaire de la marque Douwe Egberts et de la marque américaine Superior, compte pour 11 pour cent des ventes, tandis que Procter & Gamble occupe huit pour cent du marché, offrant ses produits principalement en Amérique du Nord.

Cette consolidation s’est faite au détriment des petits producteurs qui manquent de capital pour opérer les transformations nécessaires dans le processus de production. Ceci est aggravé par le fait que les prix au détail reflètent peu les réductions dans le prix du café vert sur le marché

mondial. En effet, la hausse continue des prix au consommateur n'a pas bénéficié aux producteurs et, tandis que la valeur des ventes a pratiquement doublé, les revenus des producteurs ne représentent que moins du quart de ce qu'ils étaient. En 1997, les consommateurs finaux dépensaient US\$ 30 milliards sur leur café et les pays producteurs recevaient US\$ 12 milliards, soit 40 pour cent de ce total. En 2002, les consommateurs dépensaient US\$ 66 milliards par an et les producteurs recevaient US\$5.5 milliards, soit neuf pour cent (Observer 2002).

Une tendance apparemment contradictoire – et beaucoup plus avantageuse pour les petits producteurs haïtiens – est que les cafés de qualité ont commencé à attirer les consommateurs occidentaux manifestant une certaine conscience sociale et, par conséquent, bénéficient de primes sur les prix sur le marché international beaucoup plus élevées que celles que reçoivent les différents types de café traditionnels. Des techniques d'augmentation de la valeur ajoutée tels que les labels d'origine, la certification et des stratégies de différenciation de la qualité tels que les dénominations commerce équitable, gourmet ou organique, entre autres, ont été adoptées pour répondre à la demande des consommateurs et ont ainsi capitalisé sur leur disposition à payer des prix plus élevés. Un exemple de ceci est le marché américain, où la consommation de café de qualité a progressé à un rythme annuel de 30 pour cent sur les 5 dernières années selon les estimations de la National Coffee Association (NCA).

C. Analyse approfondie de la filière

Haiti ne possède pas à franchement parler de plantations spécifiques de café telles que celles que l'on rencontre dans les pays producteurs de café d'Amérique Centrale. À cause du manque de capital financier et des modes de distribution de la terre, les ruraux ont traditionnellement mis en place des « jardins créoles » où le café est cultivé au sein d'associations d'espèces pérennes. Les variétés traditionnelles d'Arabica, telles que la *Typica* ou le Bourbon, ne peuvent pousser sans l'ombre que procure les arbres. Les paysans haïtiens ont introduit des arbres productifs dans leurs jardins créoles, tels que le bananier, l'avocatier, l'oranger, et des tubercules (igname, taro), de manière à maximiser la productivité de leurs terres exigües. Chaque culture fournit des éléments pour la subsistance, que ce soit du combustible, des aliments ou des revenus monétaires, dans le cas des bananes, de l'igname ou du café.

Durant les dernières années, le café a joué un rôle de plus en plus marginal dans ces systèmes de culture. Une étude récente souligne que le café représente seulement entre 10 et 30 pour cent de la valeur ajoutée par la main d'œuvre dans les jardins créoles (IRAM / RECOCARNO 2003). Les surfaces en café sont estimées à 100.000 hectares et, supposant que la taille moyenne des parcelles soit de 0,65 hectares (un demi 'carreau') et que le nombre approximatif de personnes par ménage producteur de café soit de 5,5, le nombre de ménages ruraux (familles) impliqués dans la production de café était estimé entre 175.000 et 200.000 en 2001.⁴

⁴ INESA 2001. Il est important de souligner que ces chiffres sont approximatifs et n'indiquent que des ordres de grandeur. On doit aussi relever que les statistiques sur la production et les exportations ne sont pas toujours fiables. Entre autres, les exportations non-documentées vers la République Dominicaine rendent difficiles les estimations de la consommation interne.

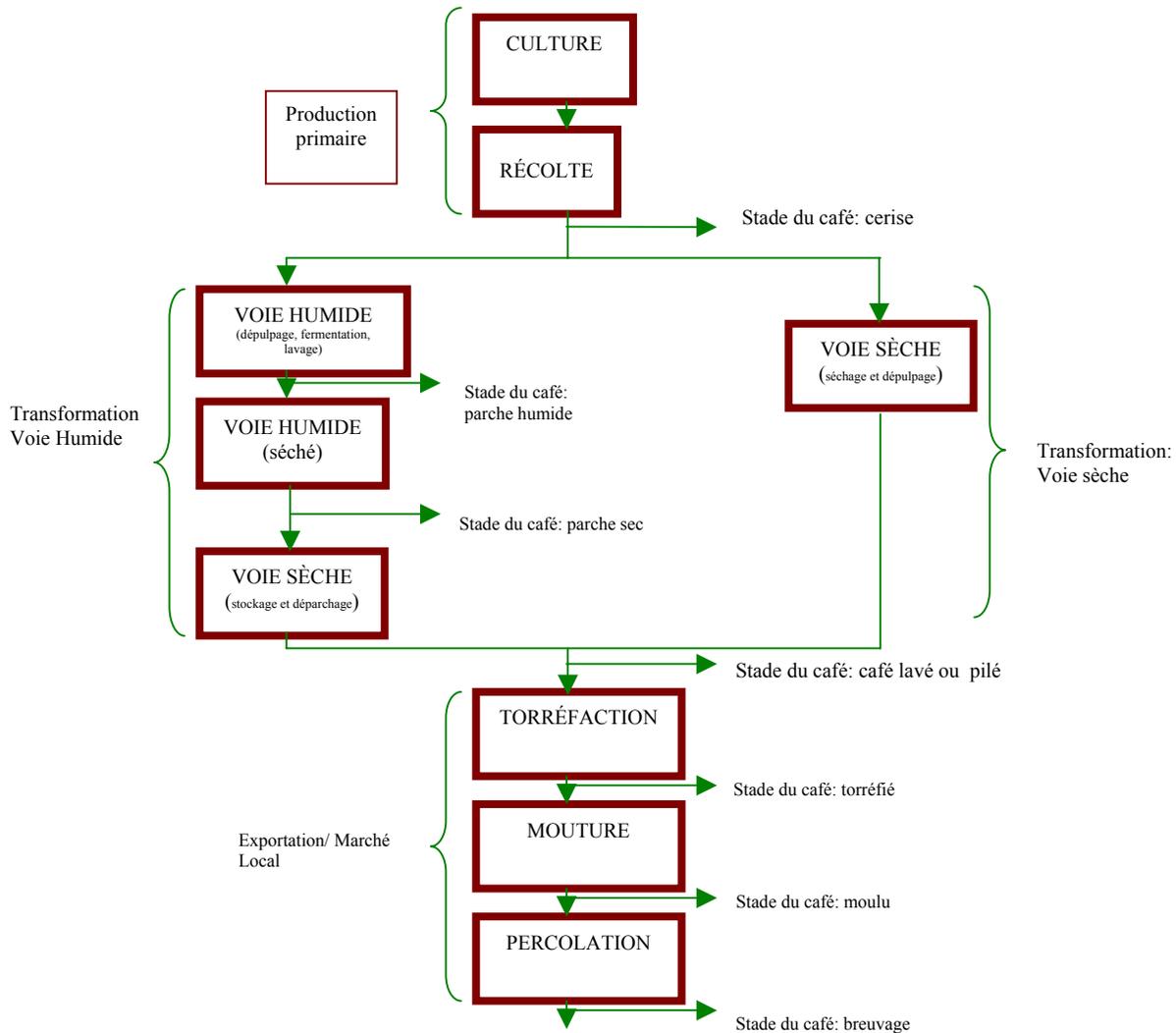
TABLEAU 6. DISTRIBUTION DES TERRES PLANTEES EN CAFE ET DES FAMILLES IMPLIQUEES DANS LA PRODUCTION DE CAFE			
	Département	Pourcentage des surfaces (de 100.00 has.)	Pourcentage des 200,000 familles
1	Grande Anse	22	5
2	Sud-Est	16	8
3	Nord	15	25
4	Sud	12	10
5	Ouest	10	10
6	Centre	8	5
7	Artibonite	7	15
8	Nord-Ouest	6	12
9	Nord-Est	4	10

Source : CIRAD 99, IRAM 2004, AGRICORP 2004

La variété *Typica* compte pour 90 pour cent des caféiers plantés en Haïti. Le reste est un mélange d'autres variétés telles que *Bourbon*, *Salvadoreño*, *Mondo Novo*, *Catourra* et *Catimor*. Tout le café d'Haïti est de la famille *Arabica*. L'altitude des plantations de café varie entre 400 mètres dans le Nord et 1.300 mètres à Thiotte et Beaumont. L'âge des caféiers peut varier entre 20 et 30 ans, bien que de nombreux arbres soient âgés de près de 100 ans. Cependant, il est important de relever qu'il y a une certaine régénération naturelle des caféiers due aux rongeurs qui consomment les cerises et dispersent les semences. Avec les conditions de marché actuelles, il y a peu d'investissements dans la production caféière et les plantations ne reçoivent que peu de soins en dehors de la récolte annuelle des cerises et du désherbage. En raison de l'âge des arbres et des caractéristiques naturelles de la variété *typica*, les rendements par unité de surface sont faibles, la moyenne nationale étant d'environ 250 kg/ha de café marchand. En l'absence de renouvellement des plantations, les rendements de ces plants âgés ont inévitablement baissé. De plus, les techniques rudimentaires de culture et le manque de fertilisation ont créé une situation de fortes attaques d'insectes et de maladies.

Les femmes jouent un rôle essentiel dans la production caféière et sont celles qui le plus souvent effectuent la récolte et préparent le café par voie sèche. Sur la majorité des parcelles, les graines de café ou « cerises » sont cueillies au cours d'un seul passage, les cerises de chaque branche étant systématiquement récoltées. Cette pratique donne une récolte de cerises qui ne sont pas encore parvenues à pleine maturité et contient des cerises de couleur verte et jaune. Ceci illustre le manque d'intérêt des producteurs pour cueillir uniquement les cerises mûres (rouges) et laisser les cerises vertes sur l'arbre. Ce manque d'incitation est du au fait que les producteurs sont payés un prix moyen pour leurs cerises en vrac, ce qui réduit la motivation pour vendre des cerises de meilleure qualité. En fait, ceci induit même des incitations perverses à laisser dans le sac des tiges, feuilles et pierres car les producteurs sont généralement payés au volume. De plus, les cerises qui sont cueillies avec leurs tiges le sont au détriment de la récolte de l'année suivante. La cueillette du café est une tâche ardue, parfois même douloureuse du fait des morsures constantes de fourmis rouges (et autres fourmis) qui vivent sur les caféiers, d'où le besoin de verres protecteurs au moment de la récolte.

Figure 1: La filière café en Haïti



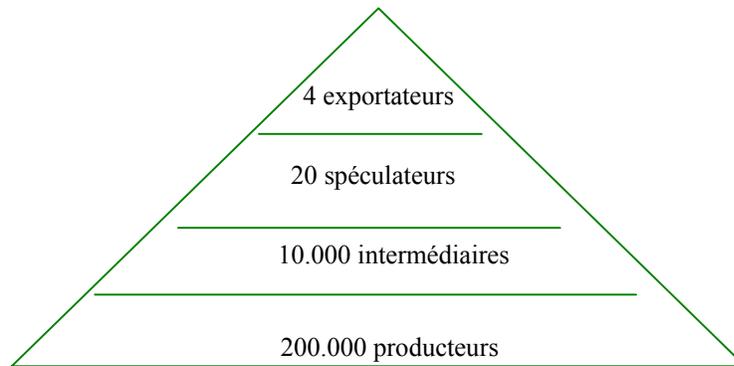
Le café Arabica peut être transformé en utilisant deux méthodes (voir Figure 1 plus haut). La voie sèche, qui donne le café naturel, non lavé (dit *pilé* localement), est utilisée pour transformer environ 90 pour cent du café en Haïti. La voie humide, qui produit du café de meilleure qualité, est employée pour traiter les dix pour cent restants.

Le commerce frontalier avec la République Dominicaine est un élément clé du secteur caféier en Haïti. Il détermine non seulement le volume des exportations mais aussi les prix à la ferme perçus par les producteurs haïtiens. Les acheteurs dominicains n'ont pas d'exigences sur la qualité du café acheté en Haïti ; ils achètent généralement ce qu'ils trouvent sur les marchés ruraux. Le café peut être acheté aux stades suivants: (i) café semi-lavé ou mouillé (sans fermentation), (ii) café naturel, (iii) café lavé mais de qualité médiocre qui ne rencontre pas les exigences d'exportation ("triage"), ou (iv) cerises fraîches (avant dépulpage). L'ampleur de cette demande est un atout pour les paysans haïtiens car, en cas de besoin urgent de numéraire, ils peuvent vendre n'importe quoi, n'importe quand et n'importe où aux acheteurs dominicains dans les localités frontalières. Ce phénomène entraîne un commerce d'envergure pour toutes sortes de cafés le long de la frontière haïtiano-dominicaine dans le Nord-Est, le Centre et le Sud-Est. Ce

café est vendu informellement aux acheteurs dominicains qui, selon les agriculteurs, offrent des prix relativement élevés, supérieurs au prix New York “C”. Le café haïtien est employé surtout pour la consommation interne dominicaine tandis que le café dominicain de meilleure qualité est exporté, particulièrement vers Porto-Rico (café semi-torréfié). Les importations dominicaines de café semblent s’être transformées en phénomène structurel, du fait d’un déficit croissant de la production en RD et d’un taux de change favorable entre les monnaies des deux pays (IRAM-LAREHDO 2005).

Bien que les acheteurs dominicains paraissent payer des prix plus élevés aux planteurs eux-mêmes, la différence entre le café mouillé (la forme la plus commune de vente du café à la frontière) et le café vert fait que les planteurs sont payés en fait pour moins que les quantités livrées. Une autre pratique commune sur la frontière quand l’offre est importante est de restreindre les achats le matin pour arbitrairement baisser les prix dans l’après-midi. Comme le café mouillé est extrêmement périssable, l’acheteur est confiant que le vendeur haïtien tentera d’éviter de retourner en Haïti avec le café à travers des chemins difficiles et de s’exposer à une perte importante par sur-fermentation ou pour cause de développement de champignons. Le commerce frontalier avec la République Dominicaine est une composante importante du marché pour le café haïtien. Une augmentation de la demande dominicaine (résultant par exemple d’une appréciation du Peso par rapport à la Gourde) pourrait être bénéfique pour le marché haïtien en termes d’exportations mais peut aussi entraîner une hausse des prix internes au consommateur en Haïti et induire une forte compétition entre les coopératives de producteurs qui demeurent des structures relativement nouvelles et fragiles.

Figure 2. Structure de la Filière d’Exportation Traditionnelle Haïtienne (2004)



Source : AGRICORP 2005

La Figure 2 ci-dessus illustre la filière haïtienne traditionnelle d’exportation. Elle est composée d’un grand nombre de producteurs, de nombreux intermédiaires et spéculateurs et d’un petit nombre d’exportateurs. La structure de ce marché montre une concurrence de plus en plus réduite entre un faible nombre d’exportateurs. En 1970, il existait plus d’une vingtaine d’exportateurs en Haïti. Cependant, à mesure que la production déclinait, le nombre d’exportateurs baissait. Actuellement, il y a seulement quatre exportateurs haïtiens (sans tenir compte d’une dizaine d’importateurs dominicains sur la frontière). Durant les années 1990, une firme gérait environ la moitié de toutes les ventes. Cette firme a été créée par la fusion de plusieurs maisons d’exportation de manière à rassembler des quantités suffisantes pour faire face aux commandes plus importantes. Cependant, avec la crise du café et l’épuisement des

opportunités d'investissement, cette firme d'exportation (PRIMEX) a fait faillite. Les quatre exportateurs qui ont continué à opérer durant la campagne 2005-2006 sont: (i) Wiener (exportateur le plus important); (ii) Baptiste (marché européen principalement) ; (iii) Paultre (de St. Marc); et (iv) Novella (du Cap-Haïtien).

Les exportateurs se procurent leur café auprès de spéculateurs⁵ (ou bien intermédiaires de niveau supérieur) qui, à leur tour, achètent leur café auprès d'intermédiaires de niveau inférieur qu'ils paient pour collecter le café auprès des producteurs. Une part du café acheté par les spéculateurs est exportée, le reste est vendu sur le marché local. Les spéculateurs constituent le lien principal entre planteurs et exportateurs et constituent une source importante de crédit pour les producteurs. Les intermédiaires de niveau inférieur sont désignés comme *voltigeurs*, *sous-marins* ou *madame sara*. Les *voltigeurs* collectent le café des producteurs ou le leur achète sur les marchés locaux. Cette structure de marché n'est pas toujours respectée et les planteurs (surtout lorsqu'ils sont organisés en coopératives) peuvent entretenir des relations d'affaires avec les spéculateurs ou les importateurs et peuvent leur vendre le café directement.

Depuis quelques années, de nouvelles organisations ont émergé pour profiter des primes accordées pour les cafés de qualité sur le marché international, telles que celles offertes pour les cafés « commerce équitable » ou « gourmet ». Ces initiatives impliquent principalement des coopératives qui regroupent des planteurs individuels, leur donnant la possibilité de transformer eux-même leur café et de négocier directement avec les acheteurs internationaux. Le Tableau 7 plus bas offre un aperçu de de type d'initiatives et de réseaux et montre les prix maxima obtenus à l'exportation pour ces groupements de producteurs. Aujourd'hui, il existe environ 90 centres de préparation du café par voie humide (café parche) et 4 centres de transformation finale (décorticage). Jusqu'à présent, les activités des coopératives ont une portée limitée, bien qu'elles aient fait la démonstration d'un modèle potentiellement viable et centré sur la qualité pour le futur. À date, les volumes exportés concernent environ 1 pour cent du total du volume de café exporté. Les facteurs limitants comprennent les contraintes financières et technologiques qui sont imposées aux producteurs et les limites dans la gestion des coopératives.

Tableau 7. COUP D'OUIL: RESEAUX CAFEIERS ALTERNATIFS				
Nom	Région	Membres	Donateurs	Prix maximum par lb. 2004-2005
Réseau des Coopératives Caféières de la Région Nord (RECOCARNO)	Nord, Nord-Est	5000	OXFAM-GB UE	Gourmet Europe: US\$1.26
FACN	Sud, Centre, Artibonite, Grand' Anse	40,000	USAID / IICA IADB EU	Haitian Bleu \$US3 (marché Japonais)
KOPKAB	Sud-Est	2100	UE	Haitian Bleu US\$2 (marché US)
CAB	Centre	500	UE ONG Internationales	Commerce Équitable Européen US\$1.26
COOPACVOD	Nord	1,500		Organique US\$ 1.39
Café pilé local				US\$0.9-0,8

Source : Frisner Pierre, IADB The Haitian Coffee Sector (2005) et INCAH (2006)

⁵ Il est important de noter que, parmi les spéculateurs, il existe des "négociants" dans les principales villes qui collectent le café des autres spéculateurs pour le vendre aux exportateurs.

La part des producteurs dans le prix final du café vendu a été, en moyenne, plus faible que ce qui est observé dans d'autres pays. Au Costa Rica et au Kenya, selon différentes études, la part du producteur se situe entre 65% et 75% respectivement du prix final, selon l'année. En Haïti, comme le montre le tableau 8 plus bas, cette part n'a pas dépassé 64% durant les dernières années. Même avec les difficultés à obtenir des séries de données, on observe que, spécialement dans le cas du circuit commercial (café pilé), il y a eu une augmentation de la part des producteurs, principalement en raison des augmentations de prix sur le marché international entre 2002 et 2004.

TABEAU 8. CIRCUITS COMMERCIAUX ET PRIX AU PRODUCTEUR EN HAÏTI (2002-2004)				
CIRCUITS COMMERCIAUX	ANNÉE	US\$/lb		PRIX PRODUCTEUR (% du prix final)
		PRIX FINAL	PRIX PRODUCTEUR	
KOPKAB – café lavé (Thiotte)	2,002	1.26	0.64	51%
	2,003	1.26	0.54	43%
	2,004	1.26	0.63	50%
FACN – café lavé (Grand Anse)	2,002	1.41	0.52	37%
	2,003	n/a	n/a	n/a
	2,004	n/a	n/a	n/a
Circuit traditionnel commercialisation - café pilé (Grand Anse)	2,002	0.48	0.22	46%
	2,003	n/a	n/a	n/a
	2,004	0.85	0.54	64%

Sources : MARNDR / BID , étude des créneaux potentiels, filière café (2005)

Agricorp, Analyse des opportunités pour une relance de la caféiculture dans la Grand Anse (2002)

L'institution nationale qui s'occupe de la production de café en Haïti est l'Institut National du Café (INCAH). Le conseil d'administration de l'INCAH comprend des acteurs clé du secteur caféier, tels que les producteurs, les ONG, les torréfacteurs, les exportateurs et des universitaires. L'INCAH est actuellement financé par le gouvernement et sous la tutelle du MARNDR, avec un appui de l'Union Européenne et de la BID (les détails du projet BID figurent en Annexe 2).

Encadré 2 – INCAH

L' INCAH a été fondé en 2003 et sa mission est de:

- Formuler et exécuter une stratégie nationale pour le secteur caféier;
- Concevoir et mettre en place un système de contrôle de la qualité;
- Mobiliser des ressources financières pour l'investissement dans le secteur;
- Fournir la formation professionnelle aux membres du secteur;
- Fournir des données statistiques et des analyses du marché pour le café;
- Maintenir informées toutes les personnes engagées dans la filière café.

Le gouvernement a contemplé la mise en place d'un « Fonds National pour le Café », géré par l'INCAH et qui fournira des ressources pour l'investissement dans les infrastructures physiques et les intrants pour le secteur caféier, bien que ce fonds ne soit pas encore opérationnel.

Il existe actuellement en Haïti deux laboratoires ayant la capacité suffisante pour conduire des expériences de contrôle de la qualité. Ceux-ci appartiennent respectivement à la FACN et au réseau RECOCARNO. Le MARNDR et le Ministère du Commerce possèdent également un

laboratoire bien équipé mais qui manque présentement de personnel formé aux techniques de contrôle de la qualité. En plus du gouvernement, l'Institut Interaméricain de Coopération Agricole (IICA) et plusieurs ONG sont impliqués dans des interventions relatives au contrôle phytosanitaire dans le secteur caféier et travaillent aussi directement avec des coopératives de planteurs pour produire des cafés de qualité. Aussi, de nouvelles institutions de micro-crédit tel que le 'Conseil National pour le Financement Populaire' (KNFP) et FONKOZE ont été créées et certaines travaillent avec les coopératives caféières. Cependant, pour le moment, il y a peu d'information sur leurs performances.

D. Contraintes à l'augmentation de la valeur ajoutée dans la filière café

En général, les principaux concurrents d'Haïti ont pu mieux répondre aux changements intervenus sur le marché international du café. Avec son café transformé selon des procédés naturels, Haïti n'a pas adopté des politiques similaires, ni opéré les investissements nécessaires pour réorienter son industrie caféière pour produire les cafés lavés de meilleure qualité qui bénéficient des prix plus élevés. Au lieu de cela, le pays continue à produire du café pilé visant le segment inférieur du marché et ainsi rentre en compétition avec les producteurs chevronnés de Robusta et les gros producteurs brésiliens.

En plus des problèmes sociaux et politiques, le manque de réformes dans le secteur caféier en Haïti est du en partie à la structure générale du secteur qui montre plusieurs niveaux distincts entre le producteur et le vendeur. Les exportateurs n'ont pas suffisamment d'influence sur le processus de production au niveau de l'exploitation et, contrairement à ce qui se passe en Amérique Centrale, la majorité d'entre eux ne sont pas eux-mêmes producteurs de café et n'ont donc aucune incitation à investir dans l'amélioration des techniques de production. Les petits producteurs avec peu de terres n'ont eu d'autre choix que d'opter pour d'autres cultures, moins rentables mais présentant des risques de marché moindres. Actuellement les techniques de production et de post-récolte dominantes en Haïti sont contraires aux signaux du marché international et ceci a pour résultat que la qualité du café a chuté au point où il souffre d'une forte décote auprès des acheteurs.

Le Tableau 9 plus bas présente un résumé des différentes étapes de la production haïtienne de café et les contraintes respectives pour une amélioration de la valeur ajoutée (qui concernent principalement l'amélioration de la qualité).

TABLEAU 9. CONTRAINTES A L'AUGMENTATION DE LA VALEUR AJOUTEE. RESUME DES PRINCIPAUX PROBLEMES		
ÉTAPE DANS LA FILIÈRE	CONTRAINTES	
	Marché des Facteurs	Bien et Services Publics
1. Plantation	<ul style="list-style-type: none"> * <u>Marché des Capitaux</u>: Manque de crédit pour investir dans de nouvelles technologies et plantations de café. * <u>Marché du Travail</u>: Manque d'assistance technique pour la conduite des cultures et la gestion de la qualité. * <u>Marché de la Terre</u>: Manque d'institutions fonctionnelles pour la réglementation du foncier. 	<ul style="list-style-type: none"> * <u>Recherche et Vulgarisation</u>: Absence d'une stratégie gouvernementale et d'appui pour les activités de recherche et de vulgarisation pour reconverter les caféières et améliorer la qualité sur pied. * <u>Contrôle Phytosanitaire</u>: Manque d'un programme à l'échelle nationale pour la gestion et le contrôle des pestes et maladies (<i>scolyte, rouille du café, pourriture racines</i>).
2. Récolte	<ul style="list-style-type: none"> * <u>Marché Intrants/Extrants</u>: Cerises payées en vrac (pas de différenciation des prix selon la qualité, sauf dans quelques coopératives), cerises donc cueillies avant maturité et bris de tiges affectant la récolte suivante. * <u>Marché des Capitaux</u>: Manque de crédit (fonds de roulement) pour avances aux planteurs pour des cerises de qualité. 	<ul style="list-style-type: none"> * <u>Innovation</u>: Manque d'innovation et de recherche dans le tri et la classification des cerises.
3. Transformation (sec/humide)	<ul style="list-style-type: none"> * <u>Marché des Capitaux</u>: Perte de qualité du café dans le processus de transformation du fait du manque d'investissement dans l'équipement et l'infrastructure; * <u>Marché du Travail</u>: Pas de connaissances dans la dégustation et autres méthodes d'identification de la qualité ; * <u>Marché des Intrants</u>: Rareté et mauvaise qualité de l'eau pour la transformation. 	<ul style="list-style-type: none"> * <u>Infrastructure de base</u>: Manque d'investissements publics dans le transport, les communications, l'eau, l'électricité et les infrastructures sociales de base qui réduit la qualité du café et la productivité du capital humain et physique.
4. Commercialisation	<ul style="list-style-type: none"> * <u>Marché de l'information</u>: Manque de communication entre les importateurs/exportateurs et les producteurs qui empêche la transmission des signaux et des incitations au niveau de l'exploitation. * <u>Offre</u>: Concurrence accrue venant d'autres pays produisant du café de qualité. * <u>Marché du Travail</u>: faiblesses dans la gestion et les capacités financières des associations pour pénétrer et accroître le volume sur les marchés niche. 	<ul style="list-style-type: none"> * <u>Information sur les marchés</u>: Manque de système public d'information sur la production, la productivité et les tendances sur les marchés (national/international). * <u>Système de qualité</u>: Manque d'infrastructure et de reconnaissance internationale des laboratoires de vérification et de certification de la qualité. * <u>Cadre Institutionnel</u>: Absence de stratégie nationale globale pour répondre aux nouvelles exigences et opportunités des marchés. * <u>Infrastructure de Base</u>: Manque d'investissements publics dans les infrastructures de communication réduit accès à l'information sur les marchés et les nouvelles opportunités.

1. Plantation

La plupart des contraintes qui pèsent sur la production et qui empêchent les planteurs haïtiens de produire du café de qualité se manifestent durant les premiers stades de la production. La tendance générale dans les prix du café et la concurrence entre le café et les autres cultures dans les systèmes de production ont incité les paysans haïtiens à réduire leurs investissements (travail, capital) dans la production caféière. Aujourd'hui, certains jardins en café ont des densités de bananes et de tubercules plus fortes : les planteurs ont abandonné leurs pieds de café pour des cultures plus rentables. Le principal résultat de ce manque d'investissement est la prolifération des pestes et maladies, particulièrement les nématodes. L'abandon des pieds de café et le fait de laisser les cerises sur pied a causé des infestations d'insectes, ce qui complique toute relance de

la production agricole. De plus, en l'absence d'assistance technique, les techniques culturales employées compromettent souvent la qualité du café.

Le problème du *scolyte* (*Stephanoderes hampei*) n'a pas été résolu jusqu'à présent et constitue une contrainte de taille pour les rendements en café à l'échelle nationale. Le manque de connaissances sur les techniques de lutte phytosanitaire est un facteur important au stade de la croissance de la plante. Les attaques d'insectes sont un problème fréquent en Haïti du fait de l'âge avancé de la majorité des pieds de café et les faiblesses ou l'absence totale de gestion. En particulier la bruche (*broca* en espagnol, *scolyte* en français) est devenu un problème significatif en 2002 et 2003. D'autres maladies courantes incluent la tache brune des feuilles (*Cercospora coffeicola*), la rouille du café (*Hemileia vastatrix*), « l'œil de poule » (*Cercospora coffeicola*), la maladie américaine (*Mycena citricolor*, aussi connue comme *Omphalia flavida*) et les pourridiés (soit *Rosellina sp.*, *Nectria*, ou *Geococcus coffea*).

Les problèmes de vieillissement des plants, de dégradation de l'environnement et de manque de contrôle phytosanitaire sont accentués par l'absence d'un marché financier pour les investissements au niveau de la parcelle. Le crédit ou l'assurance pour l'amélioration et la régénération des caféières ou pour la reconstruction après les chocs externes (climat, pestes/maladies etc.) sont pratiquement inexistantes. Quelques coopératives bien organisées ont pu obtenir des financements pour l'investissement dans l'accroissement des rendements mais de tels fonds sont rares et bénéficient généralement de cautions d'une tierce personne (donateur ou agence gouvernementale).

2. Récolte

Les problèmes au stade de la récolte découlent du manque d'incitations et de signaux du marché qui encourageraient la cueillette sélective des cerises. Ceci permettrait d'améliorer la qualité et, par conséquent, les prix payés pour le produit final. Cueillir seulement les cerises mûres est essentiel pour la qualité du café mais les producteurs sont payés un prix moyen pour des cerises en vrac. Ceci constitue une contre-incitation et conduit à cueillir toutes les cerises sur l'arbre, y compris des bouts de tiges, feuilles et pierres. Il n'y a pas de sélection pour différencier les cerises de qualité supérieure de celles de qualité inférieure. Généralement, ceci est fait à vue et on fait une estimation grossière de la quantité de cerises vertes qu'il y a dans le sac. Aucun comptage n'est effectué pour déterminer la quantité exacte de cerises vertes, ni les variations dans la couleur, la taille et leur poids relatif (homogénéité). Ce manque de signaux de marché au stade initial du cycle de transformation du café entraîne un manque d'incitations pour que les producteurs améliorent la qualité à l'échelle de l'exploitation car ils ne seront payés qu'à un prix moyen.

De plus, même quand un planteur produisant du café de qualité est identifié, le manque de ressources financières (crédit) au niveau des coopératives rend difficile pour les associations l'obtention de volumes suffisants de café de qualité pour satisfaire les quantités demandées. Les planteurs ont tendance à vendre une grande part de leur production aux intermédiaires (marchés commerciaux) au lieu de la coopérative (marché alternatif) pour obtenir des liquidités et répondre à leurs besoins immédiats. Ce manque de financement (capital circulant) et les faiblesses du système de tri et de sélection des cerises est un obstacle majeur pour l'augmentation de la valeur ajoutée dans la filière.

3. Transformation (voie sèche/voie humide)

Le manque d'infrastructures est à l'origine de nombreux problèmes dans la transformation du café par voie sèche ou humide. Le mauvais état des routes entraîne des difficultés à maintenir la qualité des cerises, du café mouillé et des grains secs durant leur transport de l'exploitation vers les centres de transformation par voie humide et/ou sèche et, ensuite, vers leur destination finale. Le manque et la mauvaise qualité de l'eau dans les centres de transformation diminue la qualité finale du café et place une limite sur les quantités qui peuvent être transformées. Il limite également les possibilités d'obtenir des économies d'échelle. Finalement, le manque d'énergie électrique en milieu rural oblige à utiliser des équipements manuels ou entraîne des coûts de transformation élevés si des génératrices doivent être utilisées. Ceci diminue la productivité et la rentabilité de la production caféière.

Aussi, les difficultés d'accès aux marchés financiers diminuent les opportunités d'investissement dans de nouvelles technologies plus performantes. Finalement, les planteurs et dirigeants de coopératives ont une connaissance limitée des caractéristiques de la demande pour le café. Le manque de formation en dégustation limite leur capacité à communiquer avec les acheteurs et déterminer exactement ce que le marché exige. La compréhension des caractéristiques gustatives et la capacité à retracer ces caractéristiques à des étapes spécifiques de la transformation est un des aspects essentiels pour que la filière s'adapte à un marché international en constante mutation.

4. Commercialisation

Depuis la fermeture de l'Office de Promotion des Denrées d'Exportations en 1987, l'absence de statistiques détaillées limite les possibilités d'analyse sérieuse du marché national du café en Haïti. Il n'y a aucun effort systématique de diffusion d'informations sur la production, la productivité et les tendances du marché, ce qui limite les capacités de tirer avantage des opportunités et de prévoir les problèmes et les contraintes de la production. De plus, même si un tel système d'information existait, la faible portée des réseaux de communication (téléphones cellulaires) fait qu'il est difficile pour les planteurs et les associations de producteurs de réagir aux signaux du marché. Les associations de producteurs et les coopératives manquent aussi de capacités administratives et financières pour mieux gérer leurs ressources et elles ratent donc des possibilités de faire profiter les producteurs individuels des opportunités de marché.

Le paysage institutionnel pour le café est prometteur en Haïti lorsqu'on le compare à celui qui existe pour les autres denrées. Cependant, il existe encore un vide en termes de stratégie nationale pour prioriser les actions au niveau des différents acteurs de la filière, de manière à tirer profit des opportunités de marché et de soutenir la concurrence sur un marché international de plus en plus compétitif. L'INCAH pourra, on l'espère, combler ce vide. Au moins son mandat et ses actions initiales reflètent-ils ce potentiel. Finalement, l'absence d'une entité nationale solide et internationalement reconnue de certification / vérification de la qualité (laboratoire) fait que Haïti rate continuellement des opportunités de participation sur un marché international basé sur la qualité. Si aucun effort sérieux n'est entrepris pour mettre en place un système de gestion de la qualité, les opportunités pour Haïti de s'établir sur le marché international seront réduites.

E. Le Potentiel pour la Production Haïtienne de Café

Le café *typica* traditionnel produit en Haïti est renommé à travers le monde pour sa qualité supérieure et c'est ce marché spécialisé qui représente la meilleure opportunité pour le café

haïtien. Malgré de nombreux obstacles, il existe un potentiel important de transformation du secteur caféier haïtien d'un secteur de production de café naturel de qualité médiocre pour en faire un secteur de production et d'exportation de café de qualité, particulièrement de café lavé. Certains éléments clé existent déjà sur le terrain pour faciliter une telle mutation dans la production: (i) les conditions agro-écologiques de base tels que les sols et l'altitude existent naturellement; (ii) Haïti possède des générations de savoir-faire en matière de production de café et (iii) Haïti a ses structures de production en place, y compris une abondance de main d'œuvre et des capacités excédentaires pour le traitement par voie sèche. De plus, plusieurs programmes pilote (voir encadré plus bas) ont déjà montré le potentiel pour une stratégie visant la qualité en Haïti et les exportations vers les marchés spécialisés ont cru de manière constante depuis la fin des années 1990.////

Encadré 3 – Café de Qualité Supérieure

Le terme 'qualité supérieure' renvoie à un café qui présente des défauts limités au stade vert et possède donc une grande qualité gustative. La qualité est un attribut qui possède une signification technique précise et qui est mesurée et évaluée en comptant physiquement les défauts des grains verts et par échantillonnage des caractéristiques organoleptiques du café telle que le goût et l'arôme. Les professionnels utilisent un procédé de dégustation particulier pour tester ces qualités.⁶ Les déterminants les plus importants de la qualité sont les conditions agro-écologiques sur le terrain et les méthodes utilisées dans la transformation du café.

L'altitude à laquelle est conduite la culture est le critère de qualité le plus largement reconnu et de loin le plus facile à identifier et mesurer. L'altitude influe directement sur l'acidité du café. En général, pour des latitudes se situant entre 15 et 20 degrés, les champs situés au delà de 900 mètres ont le meilleur potentiel pour la production de café de qualité supérieure. Les cerises produites entre 600 et 900 mètres peuvent aussi atteindre un degré de qualité élevé et pourraient potentiellement être commercialisés vers les segments spécialisés. Les campagnes montagneuses d'Haïti sont le lieu idéal pour la production de café de qualité supérieure.

Une autre raison pour asseoir une stratégie sur la qualité est la tendance constante à l'augmentation de la demande observée sur les marchés internationaux et les experts s'entendent pour dire qu'elle va se poursuivre. Une grande part de la demande a pour origine les « *baby-boomers* » dans l'Union Européenne et aux Etats-Unis. Les segments de la consommation hors du foyer, des services de restauration et des labels particuliers devraient représenter plus des deux-tiers des nouvelles dépenses de consommation alimentaire pour les seuls Etats-Unis. Ainsi, les cafés de qualité vont continuer à voir une croissance forte de leur demande tandis que celle des marques ordinaires demeurera stagnante, même si elles continuent à dominer le marché.

Il convient de signaler que les producteurs haïtiens devraient montrer un intérêt, mais aussi une certaine prudence, par rapport à la croissance récente de la demande pour les cafés « durables ». Ces marchés sont généralement définis comme ceux dont la production est certifiée par des tiers et combinent des avantages économiques, sociaux et environnementaux, y compris les cafés dits

⁶ Le "Système de Classification du Café Vert Arabica" de la SCAA classe le café en trois catégories: "Exchange Coffee", "Premium Coffee" et "Specialty Coffee", selon le nombre de défauts primaires et secondaires au stade café vert. Un café avec plus de huit défauts (jusqu'à 23, mesurés sur un échantillon de 300 grammes) est classé "Exchange Coffee", et est généralement vendu sur le marché "C". La catégorie "Premium" concerne les lots de moins de huit défauts, tandis que la catégorie "Specialty" est faite de lots de moins de cinq défauts. Une autre classification spécifique (plus subjective) existe pour définir la "valeur à la tasse" du café.

organiques, commerce équitable et sous couvert, etc. Ces marchés sont de taille limitée et peuvent exiger des efforts considérables de la part des producteurs et des institutions ainsi que des dépenses pour se conformer à leurs exigences plus strictes.

La production de café de qualité supérieure s'intègre dans une approche de développement durable de l'agriculture haïtienne, une donnée essentielle vu l'état général de dégradation environnementale dans l'île. Les caféiers contribuent positivement de diverses manières au maintien des écosystèmes naturels en prévenant la déforestation, en régularisant le cycle de l'eau et par la protection qu'ils offrent aux autres cultures du jardin créole contre le soleil et l'érosion hydrique. Actuellement, 80 pour cent des terres agricoles en Haïti sont libres de produits chimiques et 100 pour cent sont organiques. Au vu de ceci, appuyer la compétitivité du secteur caféier à travers la promotion de la qualité aura pour résultat des externalités positives conséquentes sous la forme de services environnementaux au niveau de l'exploitation agricole (augmentation de la couverture pérenne, biodiversité, conservation des sols, etc.)

Encadré 4 – Programmes Pilote: Les Arguments en Faveur de la Qualité

Lancé en 1990, le label de café de qualité supérieure 'Haitian Bleu'® a été appuyé par une subvention de l'USAID et de l'IICA de US\$5,8 millions. Le projet touchait 20.000 agriculteurs de 24 coopératives locales membres de la FACN. Celle-ci a obtenu une licence d'exportation pour vendre son café directement aux clients étrangers.

Grâce au projet, les agriculteurs ont planté 4.350 acres de café (environ 1750 has.) ainsi que près de 250.000 plants de bananier et 30.500 pieds d'agrumes pour fournir l'ombrage nécessaire. Une assistance technique a été offerte pour aider les planteurs à améliorer leurs techniques culturales et les planteurs ont mis en place 23 centres de transformation pour laver, trier et sécher les cerises au soleil. Le projet bénéficie aussi de liens avec une institution de micro-finance (Fonkoze) qui offre du crédit aux coopératives membres de la FACN grâce à un fonds de garantie sur les prêts. Le fonds de garantie est progressivement réduit et l'IMF assume seule le risque de prêt. Jusqu'à présent, Fonkoze est satisfait des performances de certaines coopératives avec lesquelles il travaille et compte apparemment étendre son portefeuille à d'autres groupes similaires. Aucune analyse rigoureuse du projet ou de la FACN n'a été entreprise jusqu'à présent. L'autonomie financière et institutionnelle de la FACN et autres fédérations reste à démontrer. Il n'est pas prouvé que la FACN puisse être autonome sans l'aide des donateurs.

III. RECOMMANDATIONS CONCERNANT LES POLITIQUES PUBLIQUES ET PISTES D'INTERVENTION

A. Le cadre de base des politiques publiques en Haïti

Les objectifs de l'Institut National du Café d'Haïti (INCAH) sont de diminuer la pauvreté rurale, augmenter les revenus des agriculteurs et protéger l'environnement. Cette étude suggère que, pour atteindre ces objectifs, plusieurs politiques publiques doivent être mises en place pour tirer pleinement profit des potentialités du marché haïtien du café et renverser la tendance actuelle à la décapitalisation du secteur. Qu'il s'agisse du marché traditionnel ou du marché alternatif, les politiques publiques doivent permettre à tous les acteurs de s'équiper pour répondre à la demande du marché international. Le Tableau 10 plus bas résume les recommandations de politique publique nécessaires pour placer le secteur caféier en Haïti en condition de faire face à la concurrence vis à vis du reste du monde.

Il est suggéré que ces politiques publiques soient développées par le Ministère de l'Agriculture (MARNDR) en coordination avec les différents acteurs et instances concernées mentionnées dans le tableau. Le résumé indique aussi les domaines où des vides demeurent et où certaines actions ont été entreprises. L'objectif de ce résumé n'est pas d'énumérer une liste de politiques pour appuyer le secteur caféier mais bien de suggérer une liste concise de politiques et des priorités pour ce qui est des différents domaines d'intervention ainsi que des politiques spécifiques visant à lever les principales contraintes, de manière à améliorer la compétitivité du secteur et à augmenter la valeur ajoutée dans la filière. Ainsi, le MARNDR devrait en être le moteur et prendre la responsabilité de mettre en œuvre ces politiques et programmes. Logiquement, l'INCAH devrait être le principal partenaire pour promouvoir la mise en œuvre et le dialogue avec les différents acteurs. Cependant, du fait de son mandat limité, des domaines tels que le contrôle phytosanitaire, le financement, l'infrastructure, et d'autres ayant des implications au delà du secteur caféier, devraient pris en charge par le MARNDR en relation directe avec les donateurs et autres entités concernées.

B. Pistes détaillées d'intervention

1. Institutionnelles

L'existence d'une institution qui sert de forum pour la rencontre entre différents acteurs et partenaires de la filière constitue déjà un pas en avant par rapport à la plupart des autres filières rurales en Haïti. L'INCAH est ce type d'institution et devrait continuer à recevoir un appui afin qu'elle devienne autonome. Actuellement, l'INCAH est sous la tutelle du MARNDR et son conseil d'administration est composé de hauts fonctionnaires (Ministre de l'Agriculture, Ministre de l'Environnement, Banque Nationale de Crédit), exportateurs, torréfacteurs, groupements de producteurs, ONG et d'institutions académiques. Le budget d'opération de l'INCAH est actuellement financé à 100 pour cent par le gouvernement, avec des appuis indirects de projets tels que ceux de l'UE (programme Stabex) et la BID (programme MIF).

Il est essentiel que les politiques publiques concernant l'INCAH et d'autres forums assure leur durabilité et leur autonomie financière par rapport aux ressources publiques. L'INCAH devrait commencer à exiger des frais de participation, même symboliques, pour s'assurer que les activités de l'INCAH répondent aux motivations de ses membres, particulièrement ceux du

secteur privé. Les représentants des producteurs dans le conseil d'administration de l'INCAH sont d'accord avec l'idée de réintroduire une taxe spéciale sur les exportations de café pour financer les dépenses courantes de l'INCAH. De plus, l'INCAH devrait renforcer sa capacité d'exécution de projets mais ne devrait pas dépendre de projets pour assurer ses fonctions centrales de forum et de fournisseur de services pour le secteur. Ces fonctions centrales devraient être financées autrement que par les projets. En particulier, des fonctions telles que l'élaboration de recommandations de politique et la diffusion d'information sur les marchés sont essentielles pour la compétitivité de la filière. La disponibilité d'informations précises sur les prix et d'autres informations sur les marchés est essentielle et devrait être assurée par des experts au sein de l'INCAH et diffusée à travers la filière. Une information à jour contribue à réduire les risques et les coûts de transaction et permet aux acteurs du marché de planifier et coordonner leurs activités de production et de commercialisation. En général, la plupart des Systèmes d'Information sur les Marchés ont manqué d'utilité commerciale et ne sont pas durables⁷. Pour éviter les écueils courants, quatre questions doivent être adressées:

1. Gestion privée, non gouvernementale nécessaire.
2. Des mécanismes de recouvrement des coûts doivent être prévus.
3. Les systèmes d'information doivent avoir une portée limitée, du moins initialement, sous forme d'indicateurs ou se limiter à des denrées particulières.
4. Un processus participatif est nécessaire. Un tel processus doit être défini par les utilisateurs et intégrer des mécanismes de feedback.

Une autre fonction stratégique que l'INCAH pourrait assumer, mais que le MARNDR devrait promouvoir indépendamment des activités spécifiques de l'INCAH, est le développement des capacités de gestion au niveau des associations de producteurs. La formation dans les fonctions administratives et financières de base est fondamentale pour assurer la viabilité des groupements de producteurs qui veulent s'organiser pour faire face à certaines faiblesses du marché. Plus particulièrement, le MARNDR devrait s'intéresser à la promotion des liens directs entre le secteur financier et les coopératives caféières et associations de producteurs. Les IMF et les banques doivent explorer les opportunités et établir des relations avec les producteurs tout comme les producteurs doivent faire l'apprentissage des concepts financiers de base pour établir leurs conditions et mieux administrer leurs ressources. Travailler sur les aspects de l'offre et de la demande de services financiers pour le secteur caféier constitue un défi et l'on devrait exploiter les quelques expériences réussies récentes.

Les coopératives et associations de producteurs ont aussi besoin de renforcement institutionnel et de développer leur ressources humaines. Il y a un manque général de vision à long terme et une incapacité à formuler des plans d'affaire sur le court et moyen termes. Ceci est un obstacle important pour le développement des associations. De plus, il sera aussi nécessaire d'appuyer l'acquisition de connaissances en gestion au sein des coopératives et associations pour renforcer la transparence et la responsabilité dans ces institutions.

⁷ Un excellent exemple de Système d'Information sur les Marchés (SIM) est un projet en cours d'information sur les marchés "verts", géré par le *Centro de Inteligencia Sobre Mercados Sostenibles* (CIMS), basé à San Jose, au Costa Rica, sous la direction de l'*Instituto Centroamericano de Administración de Empresas* - INCAE (e-mail: info@cims-la.com).

2. Production primaire

Pour améliorer le niveau et la qualité de la production caféière, les producteurs doivent bénéficier d'incitations appropriées. Actuellement, les incitations sont faibles non seulement en raison du niveau des prix, mais du fait des problèmes de délais. Les producteurs, s'ils veulent obtenir des primes à la qualité sur leur café, doivent produire et attendre jusqu'à trois mois pour être payés. Le manque de fonds de roulement des associations de producteurs et des intermédiaires pour s'assurer un café de qualité limite la capacité des producteurs à vendre leur café à un prix bonifié. Les agriculteurs ont besoins de liquidités immédiates pour couvrir leurs besoins pressants et ne peuvent attendre que le café soit exporté. Ainsi, des instruments financiers novateurs, tels que ceux employés par Fonkoze, où les cerises sont utilisées comme garantie ou bien une triangulation importateur-exportateur-intermédiaire financier permettrait à un fonds de roulement de toucher les agriculteurs au moment nécessaire. D'autres instruments tels que des contrats de couverture des risques sur les prix peuvent aussi être explorés comme outils d'assurance pour les institutions financières qui prennent le café en garantie sur des prêts à l'investissement.

Un autre obstacle identifié au stade de la production est la vulnérabilité des caféiers au *scolyte* en Haïti. Le MARNDR devrait poursuivre et étendre le programme de contrôle du *scolyte* actuellement géré par l'IICA et viser une couverture nationale. D'autres maladies, telles que la pourriture des racines et la rouille du café, devraient également être ajoutées à ce programme. Un programme solide de contrôle et de prévention des maladies réduira la vulnérabilité de la filière par rapport aux chocs externes et améliorera la compétitivité du secteur en général.

Le MARNDR devrait mettre en place et investir dans un partenariat public-privé pour promouvoir les activités de recherche et de vulgarisation pour le secteur du café. L'INCAH pourrait remplir cette fonction ou bien un conseil d'administration public-privé pourrait être envisagé autour du centre de recherche de Thiote par exemple. L'objectif serait d'avoir un noyau d'activités de transfert de technologie de l'extérieur (il existe de multiples réseaux de recherche internationaux qui travaillent sur le café à travers le monde) et d'investir dans des innovations prioritaires spécifiques à Haïti, telles que la structure de production du « jardin créole » haïtien. Actuellement, la Faculté d'Agronomie est engagée dans certaines recherches sur le café dans le cadre du projet sur la qualité de l'INCAH financé par la BID. Un effort public et privé pour relancer un tel réseau de recherche et de vulgarisation doit être discuté et mis en place.

Finalement, et c'est le plus important, le café devrait être inscrit dans le cadre plus large d'une stratégie de gestion des ressources naturelles pour la stabilisation des bassins-versants, particulièrement ceux qui se situent aux altitudes plus élevées. L'appui à la production (primaire) de café devrait être intégré aux programmes de gestion des bassin-versants en tant qu'une des cultures importantes qui fournissent une augmentation de revenus, des services environnementaux et conservent le milieu. Cependant, la production caféière devrait être soutenue dans le cadre plus large des cultures pérennes car les planteurs ne peuvent pas et ne devraient pas vivre seulement du café. Ceci permettrait de développer des synergies avec des actions d'extension des vergers d'avocats et d'agrumes.

3. Transformation

La transformation est à l'origine des principaux défauts et de la détérioration de la qualité du produit. C'est aussi l'étape la plus dépendante des infrastructures publiques et privées. Le manque de routes, électricité, communications et systèmes d'adduction d'eau a un impact direct

sur la production de café de qualité ainsi que sur sa productivité et ses coûts. Parmi les contraintes importantes pour le secteur, il faut citer le manque d'eau pour la transformation par voie humide et les faibles capacités de séchage dans les zones de montagne humides et très humides. Il paraît ainsi important, aussi bien que difficile, d'établir un lien permanent à travers lequel le secteur caféier peut communiquer ses priorités aux institutions publiques qui effectuent les investissements dans de telles infrastructures. Actuellement, le MTPTC dispose d'une enveloppe pour les routes rurales qui devrait prendre en considération les priorités établies par le MARNDR concernant les zones et les segments susceptibles de stimuler la croissance économique.

Finale­ment, un système de gestion de la qualité doit être établi pour définir des directives et des standards afin que les producteurs puissent améliorer la qualité du café selon les exigences du marché. Les procédés de transformation sont la principale source de défauts dans la qualité du café et il est nécessaire de pouvoir bénéficier à ce stade de conseils à partir des leçons apprises et de programmes de formation. L'esprit du Code du Café devrait être mis à profit pour établir un programme de formation et pour établir des standards (volontaires) comme moyens pour le transfert de savoir-faire et de développement des capacités à répondre aux signaux du marché.

4. Commercialisation

Comme nous l'avons souligné plus haut, les torréfacteurs ont manifesté une capacité croissante à ajouter de la valeur aux cerises de café pendant que la part des producteurs dans la valeur totale du produit a diminué considérablement. Même les primes accordées pour la qualité paraissent pâles lorsqu'on les compare aux énormes marges en aval qui sont actuellement le domaine exclusif des firmes dans les pays consommateurs. Le temps est donc venu de questionner le paradigme qui veut que les pays producteurs demeurent uniquement des fournisseurs de café vert. L'accélération de la globalisation a créé une nouvelle catégorie de consommateurs qui sont de plus en plus conscients des origines géographiques, sociales et environnementales de leur tasse de café quotidienne. Haïti peut bénéficier de nombreuses opportunités de capitaliser sur son café de qualité supérieure en créant des liens directs avec les consommateurs ou en les améliorant. L'industrie du café serait ainsi non seulement plus rentable mais aussi plus durable pour chacun des partenaires impliqués dans la filière.

La consistance sera un facteur important dans l'accroissement de la valeur marchande du café haïtien. La confiance des acheteurs dans les possibilités de livraison à temps d'un café de qualité constante est essentielle pour le développement de relations commerciales sur le long terme. Le café doit être livré dans des conditions d'humidité satisfaisantes, selon les accords passés avec l'exportateur. Pour arriver à ce résultat, Haïti a besoin des infrastructures de base pour un système national de contrôle et de certification de la qualité du café. Le laboratoire de Tamarinier dispose de la plupart des équipements nécessaires mais manque de ressources humaines et des standards internationaux pour la certification qui pourraient attirer une demande pour ses services. Par ailleurs, il y a un nombre insuffisant de dégustateurs internationalement connus qui serviraient de lien entre les acheteurs à l'extérieur et les vendeurs en Haïti. Un programme national d'envergure pour mettre en place un tel système de contrôle de la qualité doit être établi. Le projet sur la qualité exécuté par l'INCAH fournira une partie de ces éléments dans le court terme mais il doit y avoir un engagement à long terme.

Finale­ment, les cafés haïtiens bénéficient encore d'une image favorable sur les marchés internationaux, particulièrement en Europe et au Japon. Cette image devrait être exploitée pour

tenter de promouvoir à l'étranger une image consistante du café haïtien et tirer profit du rôle central, sur le plan environnemental et celui de la gestion des ressources naturelles, que joue cette culture dans les initiatives de protection des bassins-versants du pays. Il peut être extrêmement profitable pour le secteur caféier haïtien de capitaliser sur cette approche en appuyant les efforts de certification d'origine et en faisant du marketing autour des bénéfices et des services environnementaux. Une campagne de marketing (de type colombien) n'est pas à recommander car ceci exige des ressources substantielles et aucun bénéfice concret n'est garanti. Cependant, on devrait établir des facilités de base pour que les acheteurs étrangers aient un accès à l'information (site web) et un annuaire des vendeurs devrait être disponible pour favoriser les échanges commerciaux. Finalement, des activités de promotion à l'échelle nationale, telle qu'une « *tasse d'excellence*® » locale, pourraient avoir une certaine visibilité internationale et démontrer que les producteurs de café haïtien produisent effectivement un café qui soutient la concurrence à l'échelle internationale.

TABLEAU 10. CADRE DE POLITIQUE PUBLIQUE POUR LE SECTEUR CAFEIER EN HAITI

Domaines	Politiques	Acteurs et entités concernées	Politiques et Programmes Actuels
1. Institutionnel	Appuyer l'émergence et la durabilité de forums (INCAH) qui rassemblent les différents acteurs de la filière pour développer conjointement une stratégie nationale pour améliorer la compétitivité du secteur	I, D	INCAH a démarré ses opérations mais nécessite des appuis institutionnels supplémentaires
	Établir des mécanismes permanents pour élaborer des recommandations en matière de politique et diffuser l'information sur les marchés	I, D, C, E, G	Ceci fait partie du mandat de l'INCAH mais aucun de ces services n'est encore offert. Le projet BID MIF dispose de fonds limités pour établir une telle stratégie de diffusion de l'information
	Appuyer le développement de programmes de formation dans les domaines du financement et de l'administration pour améliorer la capacité de gestion des groupements de producteurs (associations et coopératives)	I, D, N, C	Divers donateurs et ONG ont appuyé directement certaines coopératives et groupements de producteurs mais aucun programme systématique n'a été mis en place au niveau national
	Appuyer le développement de liens durables entre le secteur financier et les associations de producteurs de café.	I, D, N, C	L'USAID, à travers son projet d'appui à la FACN a réussi à établir ce type de lien grâce à des fonds de garantie. Une analyse approfondie de la manière d'étendre ces expériences devrait être entreprise
2. Production (primaire)	Appuyer le développement d'instruments financiers novateurs (financement de la commercialisation, assurance, garanties, etc.).	D, E, C	Aucune initiative n'a été entreprise dans ce sens
	Établir des programmes nationaux de contrôle phytosanitaire et de lutte contre les insectes et maladies tels que le <i>Scolyte</i> , les <i>pourridiés</i> et la <i>rouille du café</i> .	D, I, G, C, U	Le gouvernement et l'IICA ont mis en place un programme de contrôle du <i>scolyte</i> dans certaines régions du pays. Cependant, les ressources financières sont limitées à des régions spécifiques et excluent d'autres types de pestes.
	Établir un programme national conséquent de recherche et de vulgarisation pour le café pour faciliter le transfert de technologies de l'étranger et investir dans des domaines spécifiques à Haïti	D, I, G, C	La BID fournira les ressources pour la réhabilitation du système de recherche et de vulgarisation agricole en Haïti pour les cultures principales, y compris le café.
	Établir des liens permanents permettant d'intégrer les priorités du secteur caféier dans le processus de prise de décision pour les infrastructures publiques telles que les communications, l'eau, l'électricité et le transport.	D, I, N	La Faculté d'Agronomie a fait très peu de travail dans ce domaine. Pas d'activité au Centre de Recherche de Thiotte. La BID fournira les ressources financières pour les centres de recherche sur le café de Thiotte et Baptiste, qui disposeront de conseils d'administration mixtes incluant des représentants du secteur privé.

TABLEAU 10. CADRE DE POLITIQUE PUBLIQUE POUR LE SECTEUR CAFEIER EN HAITI

Domaines	Politiques	Acteurs et entités concernées	Politiques et Programmes Actuels
3. Transformation	Établir des directives et standards pour l'amélioration de la gestion de la qualité.	D, I, E, C, G	L'INCAH, avec un appui de la BID, commence à exécuter un tel programme de gestion de la qualité. L' USAID a aussi travaillé avec les membres de la FACN sur l'amélioration de la qualité.
4. Marketing	Installer l'infrastructure de base pour établir un système national de vérification et de certification de la qualité.	D, I, E, C	Un laboratoire national (Tamarinier) existe et dispose des équipements nécessaires mais n'a ni les ressources humaines, ni la certification internationale requises. Les rares laboratoires utilisés n'ont pas les équipements récents nécessaires et il n'y pas suffisamment de ressources humaines formées à la dégustation à la tasse.
	Établir une plate-forme et une stratégie pour promouvoir et faire connaître le café haïtien sur les marchés internationaux.	D, I, E, C	L'INCAH, avec l'appui de la BID a prévu de mettre en place une plate-forme d'information (site web) pour diffuser les progrès et l'information sur le secteur cafèier d'Haïti.
	Établir des liens plus serrés avec la RD.	D, I, E, N	Le marché dominicain est une opportunité importante mais risquée pour le secteur cafèier haïtien. Certaines ONG tentent d'établir des rapports d'affaire formels entre les importateurs dominicains et les coopératives haïtiennes, ce qui peut s'avérer utile (contrats commerciaux).

G = Planteurs; N = ONG; I = INCAH; D = Donateurs; E = Exportateurs; C = Groupements Producteurs (coopératives/associations); U = Université.

C. Conclusion

La compétitivité du secteur cafèier en Haïti a diminué durant la dernière décade en raison de la crise globale des prix du café et de l'instabilité politique dont a souffert le pays. Cependant le café joue encore un rôle économique, social et environnemental important dans le pays et est un des moteurs de l'économie rurale. Par ailleurs, des initiatives récentes ont connu un certain succès dans la différenciation du café haïtien en tant que café de qualité qui commande des prix élevés sur le marché international, capitalisant ainsi sur l'image positive de qualité que projettent les cafés haïtiens.

En dépit des nombreux problèmes auxquels fait face l'industrie du café, historiquement le secteur cafèier haïtien a pu résister aux difficultés cycliques et aux crises politiques dramatiques, faisant la preuve qu'il demeure un des domaines les plus résilients de l'économie rurale. Les investissements futurs et les politiques doivent appuyer et être basés sur certains avantages importants dont dispose le secteur cafèier pour atteindre la durabilité et la compétitivité. Parmi ces avantages: (i) l'existence et le développement d'un institut national du café (INCAH) qui sert de plate-forme d'échanges à l'intérieur du secteur cafèier et avec le secteur public pour définir

les priorités et les stratégies; (ii) des organisations de producteurs résilientes qui montrent un potentiel pour surmonter les chocs externes et pour s'adapter aux conditions changeantes ; et (iii) les fonctions multiples du café dans l'économie rurale et sa position de facteur central dans les décisions économiques (revenu agricole), les services environnementaux et les services sociaux (paiement des frais de scolarité).

Les caractéristiques agro-écologiques d'Haïti offrent les conditions nécessaires pour produire du café de qualité supérieure qui est payé à des prix élevés sur le marché international, ainsi que l'ont montré les initiatives récentes. Les principales contraintes qui limitent les possibilités d'obtenir ces primes sur les marchés extérieurs sont liées à un environnement dans l'ensemble peu incitatif, telles que: (i) les arrangements institutionnels à l'intérieur de la filière, (ii) les infrastructures publiques, sociales et productives, (iii) l'absence d'un marché financier compétitif qui permettrait aux planteurs d'investir dans la production; et (iv) les services publics essentiels tels que le contrôle de la qualité et des conditions phytosanitaires, l'information sur les marchés et les statistiques sur le secteur. L'intervention du secteur public et l'investissement public sont essentiels pour établir et améliorer l'environnement dans lequel évolue le secteur caféier. Mais aussi, les acteurs privés de la filière doivent mieux s'organiser (à travers l'INCAH existant ou d'autres structures institutionnelles) pour coordonner et prioriser les investissements dans le secteur. Le secteur caféier est parmi les filières les mieux organisées en Haïti et, de ce fait, présente un potentiel de croissance plus important. Un appui doit être fourni pour aider la filière café à tirer avantage des bénéfices potentiels qu'offrent les nouvelles opportunités de marché, à développer les services environnementaux essentiels dans les bassins-versants de haute montagne et à se poser en exemple pour d'autres activités productives agricoles et rurales.

IV. REFERENCES

- Dorte Verner, World Bank. “Making Poor Haitians Count, Labor Markets and Poverty in Rural and Urban Haiti, Based on the First Household Survey for Haiti”. 2005.
- EnterpriseWorks Worldwide. “Haiti Small-Scale Coffee Producers Production, Processing, Quality Control and Marketing”. May, 1999.
- Giovannucci, Daniele & F.J. Koekoek. 2003. The State of Sustainable Coffee: A Study of Twelve Major Markets. International Coffee Organization, London; International Institute of Sustainable Development, Winnipeg; United Nations Conference on Trade and Development, Geneva.
- Haiti Household Survey
- IDB. “Support for the Competitive Position of Haitian Coffee”. MIF Project Document, August, 2005.
- IDB, USAID, World Bank. “Managing the Competitive Transition of the Coffee Sector in Central America.” Document prepared for the *Coffee in Crisis and its Impact on Central America* workshop, Antigua, Guatemala, April 2002.
- INCAH. “Les Grandes Orientations de Politique Nationale pour le Développement du Secteur Café.” 2002.
- INESA. “Coffee in Haiti : The Current State of the Industry and a Lobbying Campaign to Improve the Socio-Economic Position of Growers”. 2001.
- IRAM-LAREHDO. “Analyse de la filière informelle d'exportation de cafés d'Haïti vers la République Dominicaine”. Port au Prince, Haiti. 2005.
- IRAM / RECOCARNO. “Diagnostic de la production caféière dans les zones d'intervention de Recocarno.” Port au Prince, Haiti. 2003.
- Jeremy Haggard, CATIA. “The Current State of Technology, knowledge and activities of rural families and support organizations in the coffee zone of Cap-Rouge Haiti : A preliminary study for the possible implementation of a participatory, high quality coffee program”. 2004.
- The Observer. “Food Monthly.” September, 2002.
(<http://observer.guardian.co.uk/foodmonthly/story/0,9950,786485,00.html>)
- Yves Bourdet and Mats Lundahl. “Patterns and Prospects of Haitian Primary Exports”. 1987.

RESUME DE LA STRATEGIE DE LA BID POUR L'AGRICULTURE HAÏTIENNE

Leçons apprises

1. La Banque a financé une série de projets d'investissement agricole en Haïti depuis le milieu des années 1970, principalement centrés sur les plaines irriguées et dans la Vallée de l'Artibonite particulièrement (473/SF-HA, 690/SF-HA, 845/SF-HA). La plus grande faiblesse dans l'approche de ces projets découle de l'absence d'implication des groupes bénéficiaires dans la définition des priorités au stade de la conception et de l'exécution et dans le fait qu'on n'a pas mobilisé leur engagement pour participer aux investissements et assurer leur entretien. Ces projets avaient tendance à se concentrer sur l'exécution d'infrastructures d'irrigation et négligeaient les aspects de démonstration des accroissements tangibles et durables du revenu en même temps que ceux de l'acquisition d'un sentiment de propriété et d'obligation de maintien des infrastructures. L'opération la plus récente dans ce domaine, le Programme d'Intensification Agricole (1490/SF-HA) dont la mise en œuvre a été initiée en 2004, tient compte de ces leçons et intègre une approche beaucoup plus participative et qui est plus centrée sur l'accroissement du revenu des ménages à travers l'intensification.
2. La Banque a une expérience directe limitée en Haïti dans les projets d'investissements agricoles dans les zones de montagne. L'analyse des succès et des échecs des projets financés par d'autres donateurs, en Haïti et ailleurs, et qui concernent l'intensification agricole dans les zones de montagne révèle ces leçons: (i) les agriculteurs doivent être convaincus de la rentabilité élevée des investissements pour assumer les coûts additionnels et les risques de l'intensification; (ii) les programmes d'intensification ne devraient pas être limités à des investissements dans l'irrigation; (iii) les organisations de producteurs locales doivent assumer progressivement la responsabilité de la gestion des efforts d'intensification et l'entretien des infrastructures; (iv) dans un environnement sensible à l'érosion, la protection des bassins-versants en amont est nécessaire pour justifier les investissements agricoles en aval; (v) diverses cultures, particulièrement les arbres fruitiers, constituent des options rentables dans les zones de montagne qui sont compatibles avec la régénération des bassins-versants; et (vi) les stratégies visant l'exportation tendent à entraîner des changements plus dynamiques que les stratégies de substitution aux importations.

Stratégie pour le secteur agricole haïtien

3. La Politique Agricole Nationale préparée par le MARNDR en 2004 met l'accent sur trois éléments importants: (i) développer l'infrastructure rurale; (ii) appuyer le développement de filières; et (iii) consolider les circuits de fourniture d'intrants et de services. Le projet proposé est cohérent par rapport à la Politique Agricole Nationale d'Haïti car il adopte une approche intégrée des investissements dans les infrastructures d'irrigation et la protection des bassins-versants, il appuie les associations de producteurs dans la commercialisation et les services d'intensification agricoles, consolide le marché des intrants (eau, semences, engrais) ainsi que les services financiers et les services de conservation des sols.

Stratégie de la Banque dans le secteur rural

4. La Stratégie de Transition de la Banque pour 2005-2006 met l'accent sur l'importance de la revitalisation de l'agriculture dans le cadre du troisième pilier du Cadre de Coopération Intérimaire (CCI), centré sur la promotion de la reconstruction de l'économie (Paragraphe 5.12). La Banque, dans le cadre de la Stratégie de Transition pour 2005-2006 et le CCI, appuie le MARNDR dans la mise en œuvre de programmes qui étendent le processus d'intensification initié à travers le Programme d'Intensification Agricole (1490/SF) à d'autres régions du pays et à une gamme plus large de filières. La stratégie de la Banque souligne aussi que les domaines d'opportunité seront évalués du point de vue de la production et de la commercialisation et sur la base de leurs liens avec l'emploi procurant des valeur ajoutées supplémentaires.

RESUME DU PROJET DE LA BID POUR APPUYER “LA POSITION COMPETITIVE DU CAFE HAITIEN ”

Bénéficiaire:	Haiti
Agence d’Exécution:	Institut National du Café d’Haïti (INCAH)
Bénéficiaires:	Parmi les bénéficiaires de ce projet, on retrouve: (i) au moins 500 producteurs de café qui participeront à des groupes pilote; (ii) au moins 800 producteurs de café formés au système de gestion de la qualité; (iii) 25 professionnels locaux et représentants des coopératives et associations de planteurs de café, formés à la dégustation des cafés de qualité; (iv) 50 producteurs de café participant aux nouveaux mécanismes de marché utilisant le prix comme indicateur de la qualité du café et (v) l’INCAH, qui sera renforcé par les activités du projet.
Financement:	MIF: US\$ 800.000 Contrepartie Locale: <u>US\$ 340.000</u> Total: US\$1.140.000
Objectifs:	L’objectif général est d’améliorer la position compétitive et l’accès au marché des petits producteurs de café haïtiens. Le projet voudrait arriver à une amélioration durable de la qualité du café haïtien, de manière à accroître le volume de café haïtien bénéficiant de primes par rapport aux prix offerts sur le marché international.
Calendrier d’Exécution:	Période d’exécution: 36 mois (approuvé en Octobre 2005) Période de décaissement: 48 mois
Dispositions contractuelles particulières:	Comme condition préalable au premier décaissement, preuve doit être faite que le processus de sélection du directeur du projet a été conduit en accord avec les procédures de la Banque.
Exceptions à la politique de la Banque:	Aucune
Évaluation environnementale et sociale:	Le Comité sur l’Impact Environnemental et Social (CESI) a évalué et approuvé le résumé de projet sans qualification le 14 Février 2005.
Coordination avec d’autres agences officielles développement:	Le projet coordonnera ses activités avec l’Union Européenne et l’USAID, qui ont appuyé le secteur caféier haïtien dans le passé, à travers des rencontres périodiques avec les agences d’exécution.

ANNEXE III

LISTE DES PROJETS ACTUELS DE LA BID (ET AUTRES DONATEURS) EN EXECUTION (ET EN PREPARATION) APPUYANT LE SECTEUR CAFEIER EN HAITI

Nom du Projet	Agence d'Exécution	Donateur	Montant
Appui à la Compétitivité des Cafés Haïtiens	INCAH	BID / MIF	US\$1.1 million
Projet d'Intensification Agricole Ennery-Quinte	MARNDR	BID	US\$27.4 millions
Développement Économique des Filières Rurales (en préparation)	MARNDR	BID	US\$15 millions (estimation)
Programme National de Gestion des Bassin-Versants (en préparation)	MARNDR	BID	US\$28.5 millions (estimation)
Appui Institutionnel à l'INCAH	INCAH	UE (Stabex)	US\$400.000
Appui aux Coopératives du Réseau KOPKAB (Thiotte)	Fédération Luthérienne Mondiale/ KOPKAB	Action Aid UE (Stabex)	n/a
Projet d'amélioration de la qualité du café lavé dans les coopératives caféières de Thiotte	FACN	UE (Stabex)	US\$350.000
Hillside Agriculture Program (HAP) – Phase II (en préparation)	FACN	USAID	n/a
Appui à une stratégie intégrée de contrôle du <i>scolyte</i> en Haïti	IICA	UE (Stabex)	US\$300.000